



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

**2025**

# IMPÔT SUR LES REVENUS **2024**

Dossier de presse

L'IMPÔT S'ADAPTE  
À VOTRE  VIE





## ***SOMMAIRE***

CALENDRIER 2025 - DÉCLARATION DES REVENUS AVIS D'IMPÔT .....	4
LES CHIFFRES-CLÉS DU PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE .....	6
LES PRINCIPALES NOUVEAUTÉS FISCALES .....	9
DIALOGUEZ AVEC NOUS .....	18
<b>FICHE 1</b> - AVEC LA DÉCLARATION AUTOMATIQUE, VÉRIFIER C'EST DÉCLARER .....	23
<b>FICHE 2</b> - POURQUOI DÉCLARER EN LIGNE ? .....	27
<b>FICHE 3</b> - LA DÉCLARATION EN LIGNE, MODE D'EMPLOI .....	30
<b>FICHE 4</b> - LA DÉCLARATION DE REVENUS EN MODE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE .....	33
<b>FICHE 5</b> - LA DGFIP DANS LA POCHE GRÂCE À L'APPLI IMPOTS.GOUV .....	35
<b>FICHE 5BIS</b> - DÉCLARER SES REVENUS AVEC SON SMARTPHONE.....	38
<b>FICHE 5TER</b> - PRENDRE RENDEZ-VOUS SUR L'APPLI « IMPOTS.GOUV » .....	42
<b>FICHE 6</b> - REVENUS DE L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE.....	47
<b>FICHE 7</b> - SERVICES À LA PERSONNE : BÉNÉFICIEZ DU SERVICE D'AVANCE IMMÉDIATE.....	50
<b>FICHE 8</b> - IMPOTS.GOUV.FR : VOTRE SÉCURITÉ, NOTRE PRIORITÉ .....	55
<b>FICHE 9</b> - DROIT À L'ERREUR ET LUTTE CONTRE LA FRAUDE... ..	57
<b>FICHE 10</b> - QUELLES AUTRES DÉMARCHES POUVEZ-VOUS RÉALISER EN LIGNE ? .....	59
<b>FICHE 11</b> - CONSULTEZ LES ERREURS LES PLUS FRÉQUENTES .....	64
<b>FICHE 12</b> - DÉCLARATION D'OCCUPATION DES LOGEMENTS.....	66
<b>FICHE 13</b> - À QUOI SERVENT MES IMPÔTS ? .....	70



## **CALENDRIER 2025** **DÉCLARATION DES REVENUS** **AVIS D'IMPÔT**

La Direction générale des Finances publiques (DGFIP) présente le calendrier de la campagne de déclaration des revenus ainsi que le calendrier des dates de mise en ligne des avis d'impôt sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) (dans l'espace sécurisé « Particulier » de chaque usager) et de réception des avis par voie postale.

Les contribuables éligibles à la déclaration automatique (voir fiche 1) doivent vérifier les informations que l'administration fiscale leur a envoyées. Si celles-ci sont exactes et exhaustives, ils n'ont plus à déposer de déclaration de revenus : aucune action n'est nécessaire. Dans le cas contraire, il convient de compléter ou corriger la déclaration préremplie, en ligne ou au format papier.

### **LE CALENDRIER DE DÉCLARATION DES REVENUS**

<b>Envoi des déclarations papier (uniquement pour les contribuables qui ont déclaré papier en 2024)<sup>1</sup></b>	À partir du 24 mars 2025 et jusqu'au 18 avril 2025 (selon conditions d'acheminement)	
<b>Date d'ouverture du service de déclaration en ligne sur <i>impots.gouv.fr</i></b>	<b>10 avril 2025</b>	
<b>Dates limites de souscription des déclarations en ligne</b>	<b>Zone 1</b> (Départements n° 01 à 19 et non-résidents)	<b>22 mai 2025 à 23h59</b>
	<b>Zone 2</b> (Départements n° 20 à 54)	<b>28 mai 2025 à 23h59</b>
	<b>Zone 3</b> (Départements n° 55 à 974/976)	<b>5 juin 2025 à 23h59</b>

Pour les usagers ne pouvant pas déclarer en ligne, la date limite de dépôt des déclarations papier est fixée au mardi 20 mai 2025 à 23h59 (y compris pour les résidents français à l'étranger), le cachet de La Poste faisant foi.

---

<sup>1</sup> Les usagers qui ont choisi la déclaration de revenus 100 % en ligne recevront un courriel les informant de l'ouverture du service.

## LE CALENDRIER DES AVIS D'IMPÔT

### À quelle date pourrez-vous prendre connaissance de votre avis d'impôt sur les revenus ?

Sauf cas particuliers, votre avis d'impôt sur les revenus sera disponible dans votre espace Particulier, selon votre situation, entre le 25 juillet et le 1<sup>er</sup> août 2025.

Le calendrier, détaillé ci-dessous et disponible sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), distingue les dates de mise à disposition des avis en fonction de votre situation :

Votre calendrier	Votre avis arrivera dans votre espace Particulier	Si vous continuez de recevoir un avis papier, il arrivera
<b>Vous bénéficiez d'un remboursement</b>	Entre le 25 juillet et le 1 <sup>er</sup> août 2025	Entre le 24 juillet et le 28 août 2025
<b>Vous n'avez (plus) aucun montant à payer</b>		
<b>Vous avez un montant à payer</b>	Entre le 25 juillet et le 1 <sup>er</sup> août 2025	Entre le 24 juillet et le 21 août 2025

Si vous déclarez vos revenus en ligne, vous serez averti par courriel de la mise à disposition de cet avis dans votre espace Particulier sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr).



## **LES CHIFFRES-CLÉS DU PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE**

### **LES USAGERS ET LEUR PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE**

---

Plus de 6,5 millions d'actions ont été effectuées dans « Gérer mon prélèvement à la source » en 2024, dont près de 6 millions (91 %) directement par les usagers eux-mêmes, ce qui montre l'excellente appropriation du service (voir détail dans le tableau ci-après).

Les principales actions effectuées sont les suivantes :

- **3,3 millions** de modifications de taux ou d'acomptes dont :
  - **206 930** créations ou augmentations d'un acompte
  - **407 576** suppressions d'un acompte
  - **1,8 million** de modulations à la hausse
  - **980 986** modulations à la baisse
- **644 987** changements de situation de famille qui ont permis d'ajuster l'impôt en temps réel aux évolutions du foyer (en 2023, 677 820 changements de situation de famille avaient été déclarés).

En rythme infra-annuel, on constate un fort pic des actions pendant la campagne de déclaration des revenus (+ 140 % en avril par rapport au mois de mars), les usagers modulant notamment leur taux après avoir signé leur déclaration pour en bénéficier plus rapidement, sans attendre l'arrivée de leur avis d'impôt.

On observe également une forte affluence au moment de la campagne des avis après l'été (+ 140 % en septembre par rapport au mois de juillet), ce qui correspond à la période où les usagers vont enregistrer ou actualiser leurs coordonnées bancaires ou effectuer leurs modulations pour l'année suivante.

## BILAN DES PRINCIPALES ACTIONS EFFECTUÉES PAR LES USAGERS EN 2024 VIA LE SERVICE « GÉRER MON PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE »

Type d'évènement	Nombre de changements effectués par les usagers	Nombre de changements effectués par les agents	Total
Nouvelles coordonnées bancaires	393 411	205 590	599 001
Option trimestrialisation	36 412	224	36 636
Dés-option trimestrialisation	19 301	580	19 881
Individualisation du taux	498 253	6 208	504 461
Désindividualisation du taux	263 704	3 004	266 708
Option confidentialité	32 657	227	32 884
Modification acompte de confidentialité	13 964	90	14 054
Dés-option confidentialité	28 077	1 610	29 687
Création d'un acompte	109 110	4 990	114 109
Augmentation d'un acompte	91 575	1 246	92 821
Suppression d'un acompte	377 132	30 444	407 576
Report d'un acompte	4 037	32	4 069
Modulation à la hausse	1 707 005	86 550	1 793 555
Modulation à la baisse	893 393	87 593	980 986
Naissance	260 655	6 097	266 752
Mariage avec option <sup>2</sup>	7 167	135	7 302
Mariage sans option <sup>2</sup>	54 694	5 466	60 160
Pacs avec option <sup>2</sup>	13 004	157	13 161
Pacs sans option <sup>2</sup>	87 219	3 665	90 884
Divorce	45 880	10 429	56 309
Rupture de pacs	37 632	3 120	40 752
Décès du conjoint	47 990	15 164	63 154
Mariage des partenaires de pacs	45 865	648	46 513
Confirmation du divorce	39 065	4 029	43 094
Créer un taux	-	25 319	25 319
Modification avance RICI	63 204	521	63 725
Renonciation avance RICI	266 421	5 364	271 785
Paieement spontané	39 528	1 509	41 037
<b>Total</b>	<b>5 476 355</b>	<b>509 787</b>	<b>5 986 375</b>

<sup>2</sup> L'option correspond au maintien d'une imposition séparée des conjoints l'année du mariage ou du Pacs.

## AVANCE DE RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT VERSÉE EN DÉBUT D'ANNÉE

---

### Modulation ou suppression anticipée de l'avance de réductions/crédits d'impôt

Le montant de l'avance de 60 % de réductions ou de crédits d'impôts récurrents<sup>3</sup> versée en début d'année est calculé sur la base de la dernière situation connue de l'administration fiscale, donc pour l'avance reçue début 2025 celle de 2023 (revenus déclarés en 2024). Le calcul tient compte des éventuelles avances immédiates de crédit d'impôt perçues en 2024 en matière de services à la personne (voir fiche 7 - Services à la personne).

Les usagers ont eu la possibilité de venir fin 2024 dans leur espace personnel sur le site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) pour diminuer le montant de cette avance ou y renoncer, afin de ne pas avoir à la rembourser au moment de la régularisation de leur situation cet été suite à la réception de leur avis d'impôt, dans le cas où ils auraient diminué ou renoncé aux dépenses correspondantes en 2024.

Le bilan des actions effectuées à ce titre fin 2024 est le suivant :

- Modulations à la baisse effectuées directement en ligne par les usagers : **63 204**
- Modulations à la baisse effectuées par un agent à la demande de l'utilisateur : **521**
- Total des modulations : **63 725**
  
- Renonciations effectuées directement en ligne par les usagers : **266 421**
- Renonciations effectuées par un agent à la demande de l'utilisateur : **5 364**
- Total des renonciations : **271 785**

Ces modulations ont été réalisées à près de 98 % directement par les usagers avec, en volume, une augmentation assez sensible constatée (329 625 contre 245 428 en 2023).

## VERSEMENT DE L'AVANCE DE RÉDUCTIONS/CRÉDITS D'IMPÔT

---

En janvier 2025, **9 millions de foyers fiscaux** ont bénéficié du versement de l'avance de 60 % pour un montant total de 5,8 Md€ d'euros, soit un **montant moyen de 639 €**.

Le nombre de contribuables concernés chaque année ainsi que les montants versés s'avèrent relativement stables dans le temps :

- En janvier 2021, **8,5 millions de foyers fiscaux** ont bénéficié de cette avance de 60 % pour un montant total de 5,5 Md€ d'euros et un **montant moyen de 640 €**.
- En janvier 2022, **8,7 millions de foyers fiscaux** ont bénéficié de cette avance de 60 % pour un montant total de 5,7 Md€ d'euros et un **montant moyen de 606 €**.
- En janvier 2023, **9 millions de foyers fiscaux** ont bénéficié du versement de l'avance de 60 % pour un montant total de 5,6 Md€ d'euros, soit un **montant moyen de 624 €**.
- En janvier 2024, **9,1 millions de foyers fiscaux** ont bénéficié du versement de l'avance de 60 % pour un montant total de 5,7 Md€ d'euros, soit un **montant moyen de 634 €**.

---

<sup>3</sup> Dons, cotisations syndicales, service à la personne, frais de garde des jeunes enfants, hébergement en Ehpad, investissements locatifs.



# LES PRINCIPALES NOUVEAUTÉS FISCALES

## LE BARÈME DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Le barème de l'impôt sur le revenu est revalorisé de 1,8 % pour chacune des tranches pour neutraliser les effets de l'inflation sur l'imposition des ménages.

Barème de l'impôt 2025 sur les revenus 2024 Revalorisation de 1,8 %	Barème de l'impôt 2024 sur les revenus 2023 Revalorisation de 4,8 %	Taux d'imposition à appliquer sur la tranche
Jusqu'à 11 497 €	Jusqu'à 11 294 €	0 %
De 11 498 € à 29 315 €	De 11 295 € à 28 797 €	11 %
De 29 316 € à 83 823 €	De 28 798 € à 82 341 €	30 %
De 83 824 € à 180 294 €	De 82 342 € à 177 106 €	41 %
Supérieur à 180 294 €	Supérieur à 177 106 €	45 %

[Quelques exemples concrets de l'impact pour nos concitoyens :](#)

### Exemples pour une personne célibataire

*Cette personne a perçu 1 800 € par mois en 2023, elle a donc déclaré 21 600 € annuels pour l'ensemble de l'année. En 2024, elle a payé 428 € d'impôt.*

*En 2025 :*

- Si son salaire n'est pas revalorisé, elle déclarera le même montant (21 600 €), et elle paiera 380€ d'impôt sur le revenu, soit **48 € de moins** qu'en 2024 grâce à la revalorisation du barème.
- si son salaire est revalorisé de 1 % à 1 818 € par mois, elle va déclarer 21 816 €. Son impôt sur le revenu sera alors de 411 € soit **17 € de moins** qu'en 2024.
- si son salaire est revalorisé de 2,5 %, soit 1 845€ par mois, elle va déclarer 22 140€ pour l'année. Son impôt sera de 457 € soit un supplément à payer de 77 € par rapport à 2024.

### Exemple pour un couple avec 1 enfant

*En 2024, ce couple a déclaré 24 000 € pour le déclarant 1 et 30 000€ pour le déclarant 2, soit un total de 54 000 €. Pour 3 personnes et 2,5 parts, il a payé un impôt de 1 810€.*

*En 2025 :*

- si leurs salaires ne sont pas revalorisés, leur impôt s'élèvera à 1 702 € soit **une économie de 108 €** par rapport à 2024.
- si leurs salaires sont revalorisés de 1 %, ils vont déclarer 24 240 € et 30 300€ soit 54 540 €. Leur impôt sera alors de 1781€, soit **79 € de moins** à payer qu'en 2024.
- si les salaires sont revalorisés de 2,5 %, ils vont déclarer 24 600 € et 30 750 € soit 55 350 €. Leur impôt sera de 1 897 € soit un supplément à payer de 87 € par rapport à 2024.

## TAUX DE LA CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE SUR LES HAUTS REVENUS (CEHR)

Les seuils et les taux d'imposition à la CEHR dépendent de la situation familiale du contribuable selon qu'il vit seul ou en couple.

Le barème est le suivant :

Fraction du revenu fiscal de référence	Taux applicable	
	Contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé	Contribuables mariés ou pacsés, soumis à imposition commune
Inférieure ou égale à 250 000 €	0,00 %	0,00 %
Comprise entre 250 001 € et 500 000 €	3,00 %	0,00 %
Comprise entre 500 001 € et 1 000 000 €	4,00 %	3,00 %
Supérieure à 1 000 000 €	4,00 %	4,00 %

## LE RÉGIME DES LOCATIONS MEUBLÉES NON PROFESSIONNELLES

L'article 7 de la loi du 19 novembre 2024 visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale modifie le régime fiscal « micro BIC » applicable aux revenus issus des locations meublées non professionnelles. Les abattements et plafonds de recettes applicables pour l'imposition des revenus perçus en 2024 et déclarés en 2025 sont ainsi les suivants :

- abattement de 50 % et plafond de chiffre d'affaires hors taxes de 77 700 € pour les locations à l'année et locations saisonnières de meublés de tourisme non classés ;
- abattement de 71 % et plafond de chiffre d'affaires hors taxes de 188 700 € pour les locations saisonnières de meublés de tourisme classés et de chambres d'hôtes.

En conséquence en 2025 pour les revenus de 2024, il n'y a plus de distinction pour les revenus de locations de meublés de tourisme classés situés en zone B2 ou C. Ces revenus sont à déclarer en locations de meublés de tourisme classés (sans distinction de zone géographique).

## RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT

- L'article 71 de la loi de finances pour 2024 proroge jusqu'au 31 décembre 2025 le dispositif du crédit d'impôt autonomie mais en modifiant son périmètre, ainsi que ses modalités d'application.**

Un nouveau dispositif est mis en place par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) pour financer les travaux d'adaptation des logements depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024 : MaPrimeAdapt'. Cette aide financière est attribuée **sous conditions de ressources** (revenus modestes et très modestes).

De ce fait, le crédit d'impôt évolue et est réservé aux contribuables qui ne peuvent bénéficier de MaPrimeAdapt'.

Ainsi, à compter du 1er janvier 2024, le bénéfice du crédit d'impôt est réservé aux seuls contribuables en situation effective de perte d'autonomie ou de handicap ayant engagé **des dépenses d'équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap (case 7WI)**, et, dont les revenus sont supérieurs à certains seuils sans excéder toutefois un plafond.

Le crédit d'impôt et la subvention octroyée par l'Anah sont exclusifs l'un de l'autre.

<b>Dépenses en faveur de l'aide aux personnes réalisées dans l'habitation principale</b>	
Équipements permettant l'adaptation des logements à la perte d'autonomie ou au handicap	
<i>(vous ou un membre de votre foyer fiscal êtes âgé de 60 ans ou plus et souffrez d'une perte d'autonomie classée GIR 1 à 4 ou présentez un taux d'incapacité ≥ à 50%)</i> .....	
7WI	<input type="text"/>
Travaux de prévention des risques technologiques et diagnostic préalable.....	
7WL	<input type="text"/>

- **Dans le cadre de l'acquisition et de la pose d'un système de charge pour véhicule électrique dans leur logement, les contribuables peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt au titre des dépenses effectivement supportées entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2025.**

Le plafond des dépenses passe de 300 € à 500 €, et le dispositif est recentré sur les seules bornes de recharge électriques pilotables (dotés d'une capacité à moduler la puissance appelée ou à programmer la recharge du véhicule électrique), pour les dépenses payées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

- **Le crédit d'impôt pour les investissements dans l'industrie verte est entré en vigueur le 14 mars 2024.**

Sont concernés les investissements des entreprises industrielles et commerciales contribuant à la production de batteries électriques, de panneaux solaires, d'éoliennes et de pompes à chaleur.

- **Les dons versés en faveur de l'aide aux victimes du cyclone Chido à Mayotte font l'objet de réductions d'impôts.**

Ils ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 75 % des versements retenus dans la limite de 2 000 € et de 66 % pour la fraction des dons excédant 2 000 €. Les dons versés du 14 décembre au 31 décembre 2024 au profit des associations et fondations reconnues d'utilité publique œuvrant à Mayotte à fournir des repas gratuits à des personnes en difficulté, à favoriser leur logement, y compris par la reconstruction des locaux d'habitation rendus inhabitables, ou à prodiguer des soins à des personnes en difficulté, à la suite du cyclone Chido sont à indiquer en case 7UO de la 2042.

Dons versés du 14.12 au 31.12.2024 en faveur de l'aide aux victimes du cyclone Chido à Mayotte (maximum 2000€).....	7UO <input type="text"/>
---	--------------------------

- **Les souscriptions au capital de PME, d'entreprises solidaires et d'utilité sociale (ESUS), ou de jeunes entreprises innovantes font l'objet de réductions d'impôts.**

Elles sont égales à 18 % du montant des versements effectués en 2024 au titre des souscriptions au capital des PME, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 27 juin 2024 au profit des ESUS, et à 25 % du montant des versements effectués au profit des ESUS entre le 28 juin 2024 et le 31 décembre 2024. Elles s'élèvent à 30 % pour les versements effectués au titre des souscriptions au capital d'une jeune entreprise innovante (JEI), jeune entreprise universitaire (JEU), jeune entreprise innovante de croissance (JEIC) et à 50 % pour les versements effectués au titre des souscriptions au capital de la jeune entreprise innovante de rupture (JEIR).

- **Le plan d'épargne avenir climat (PEAC) relève de la loi du 23 octobre 2023, relative à l'industrie verte**

Seules les personnes physiques de moins de 21 ans, résidant en France à titre habituel, peuvent ouvrir un PEAC (limité à un plan par titulaire) auprès d'organismes tels que les établissements de crédit, les entreprises d'investissement, les entreprises d'assurance, mutuelles, etc.

Que le gain soit exonéré ou imposable, il doit être déclaré à l'administration. Un nouveau formulaire en ligne, la déclaration n° 2074 PEAC, uniquement disponible sur *impots.gouv.fr* a été créé, et, le parcours en ligne a été adapté.

L'ensemble des gains nets de retraits ou rachats opérés sur un PEAC au cours d'une année seront pris en compte dans le revenu fiscal de référence du foyer fiscal du titulaire du plan.

- **La suppression du plafonnement des contributions sociales (CSG, CRDS et CASA) sur les pensions étrangères perçues par des poly-pensionnés**

Par un arrêt n° 473997 du 25 octobre 2024, le Conseil d'État a remis en cause le plafonnement des contributions sociales sur les pensions étrangères perçues par des poly-pensionnés.

Par conséquent, il y a désormais lieu de considérer que les contributions sociales s'appliquent aux pensions de source étrangère dans les conditions de droit commun (il faut donc que la pension soit imposable en France en vertu de la convention fiscale bilatérale pertinente et que la personne qui la perçoit relève d'un régime obligatoire d'assurance maladie en France), sans plafonnement.

- **Convention franco-luxembourgeoise : fin de la mesure de tolérance et application du crédit d'impôt (élimination de la double imposition)**

La France et le Luxembourg ont signé le 20 mars 2018 une nouvelle convention fiscale (complétée par l'avenant du 10 octobre 2019) qui modifie la méthode d'élimination de la double imposition pour les résidents de France percevant des revenus de source luxembourgeoise.

Afin de laisser le temps aux foyers concernés de s'adapter, le Gouvernement a accordé la possibilité, par tolérance, de rester sur l'ancien système pour les revenus perçus de 2020 à 2023 (BOI-INT-CVB-LUX-30). Cette mesure de tolérance a pris fin le 31 décembre 2023.

Depuis le 1er janvier 2024, les stipulations de cette nouvelle convention fiscale sont pleinement applicables.

Elle modifie les modalités d'élimination de la double imposition des revenus de source luxembourgeoise. La méthode prévue dans cette convention fiscale applique les normes de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et garantit, tout comme la méthode antérieure, qu'aucun impôt français n'est dû sur les revenus perçus au Luxembourg, ceux-ci étant imposés exclusivement au Luxembourg.

Ce changement permet ainsi, sans alourdir l'impôt afférent à ces revenus luxembourgeois imposables exclusivement au Luxembourg, de les prendre en compte pour l'application de la progressivité de l'impôt à la taxation des autres revenus, afin d'en assurer le plein effet dans une logique de justice fiscale.

Un pas à pas est disponible sur *impots.gouv.fr* pour accompagner les usagers concernés.

- **Le versement d'un acompte sur la contribution différentielle sur les hauts revenus (CDHR)**

L'article 10 de la loi de finances du 14 février 2025 a institué une contribution à la charge des contribuables domiciliés fiscalement en France dont le revenu du foyer fiscal est supérieur à 250 000 € pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés et à 500 000 € pour les contribuables soumis à imposition commune.

**La prise en compte de cette contribution sera effectuée au titre des revenus 2025.**

Le législateur a toutefois prévu le versement d'un acompte par les contribuables concernés par cette contribution à effectuer entre le 1er décembre et le 15 décembre 2025. Cet acompte représente 95 % du montant de la contribution estimé par le contribuable en tenant compte des revenus qu'il a réalisés entre le 1er janvier et le 30 novembre 2025 ainsi que d'une estimation des revenus qu'il est susceptible de percevoir entre le 1er décembre et le 31 décembre 2025.

L'acompte versé s'imputera sur la contribution due au titre de l'imposition des revenus de l'année 2025. Si son montant est supérieur à la contribution due, l'excédent sera restitué.

Les modalités déclaratives seront présentées ultérieurement.



## APPLICATION DU TAUX INDIVIDUALISÉ DE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE : LA RÉFORME ENTRE EN VIGUEUR AU 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE

### Vous êtes marié ou pacsé : désormais c'est chacun son taux !

À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025, l'article 19 de la loi de Finances pour 2024 instaure, par défaut, l'application d'un taux individualisé à chacun des conjoints d'un foyer fiscal, sauf s'ils choisissent expressément un autre mode de calcul.

Ce taux individualisé permet à chaque membre du foyer de se voir appliquer un taux de prélèvement représentatif du niveau de ses revenus propres.

**Ce changement ne modifie pas le montant global d'impôt dû par le couple, mais uniquement sa répartition entre les deux membres du foyer.**

Au 1<sup>er</sup> septembre 2025 la réforme concernera les redevables suivants :

- les nouveaux couples mariés ou pacsés se verront appliquer, par défaut, le taux de PAS individualisé ;
- les couples déjà mariés ou pacsés et soumis au taux foyer seront automatiquement basculés au taux individualisé, sauf option contraire de leur part durant la campagne déclarative.

### Exemples :

*1 – Julia et Karim, couple sans enfant, gagnent respectivement 1 600 € et 3 500 € par mois. Soit un revenu net imposable du foyer, après abattement de 10 %, de 55 080 € par an et un impôt à payer pour le couple de 3 574 €.*

*Actuellement c'est le **taux foyer** qui s'applique, soit ici 5,8 %, aussi bien sur les revenus de Julia que sur ceux de Karim. Sur le bulletin de salaire, Julia a un prélèvement mensuel de 93 € et Karim de 203 €.*

*Avec le **taux individualisé** tenant compte des revenus de chacun, le taux de prélèvement appliqué sur la fiche de paie de Julia sera de 0,4 %, soit 6 € de prélèvement à la source par mois et 8,3 % pour Karim, soit 290 € de prélèvement mensuel, pour un montant global d'impôt inchangé (296 € prélevés chaque mois pour les deux membres du foyer fiscal).*

*2 - Julia et Karim, couple avec deux enfants, gagnent respectivement 1 600 € et 3 500 € par mois. Soit un revenu net imposable du foyer, après abattement de 10 %, de 55 080 € par an et un impôt à payer pour le couple de 1 820 €.*

Actuellement c'est le **taux foyer** qui s'applique, soit ici 3 %, aussi bien sur les revenus de Julia que sur ceux de Karim. Sur le bulletin de salaire, Julia a un prélèvement mensuel de 48 € et Karim de 105 €.

Avec le **taux individualisé** tenant compte des revenus de chacun, le taux de prélèvement appliqué sur la fiche de paie de Julia sera de 0 %, soit 0 € de prélèvement à la source par mois, et 4,3 % pour Karim, soit 151 € de prélèvement mensuel, toujours pour un montant global d'impôt inchangé

## LES AMÉNAGEMENTS APPORTÉS DANS LE PARCOURS DÉCLARATIF

Les usagers jusqu'à alors au taux du foyer qui souhaiteront le conserver pourront opter en ce sens lors de leur déclaration de revenus, selon des modalités différentes selon le parcours concerné.

### Pour les usagers relevant de la déclaration automatique

Un message sera présenté aux couples mariés ou pacsés relevant de la déclaration automatique.


**SIGNATURE DU OU DES DÉCLARANTS**  
À \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
  
**Si vous souhaitez conserver le taux foyer pour votre prélèvement à la source après le 1er septembre 2025, cochez la case (voir encart ci-joint)** ☐

### Pour les usagers utilisant le service de déclaration des revenus en ligne (web ou smartphone)

Le parcours de la déclaration des revenus, sur internet et sur smartphone, est adapté pour permettre aux usagers concernés d'opter pour le maintien du taux foyer.

La fin du parcours est ainsi enrichie d'une nouvelle rubrique « Option pour le maintien du taux foyer de votre prélèvement à la source ». Elle est proposée lors de chaque connexion au service, uniquement aux usagers mariés ou pacsés qui n'ont pas opté pour le taux de PAS individualisé, qui peuvent cocher la case, en cas de besoin.

Cette option est présentée en fin de déclaration dès l'ouverture de la campagne, jusqu'à la date limite de déclaration pour la dernière zone.

 **Option pour le maintien du taux foyer de votre prélèvement à la source ?**  
Votre taux foyer de prélèvement à la source est de : **5,8 %**  
**Nouveau, à compter du 1er septembre 2025, votre taux sera désormais individualisé : 0,4 % pour J. et 8,3 % pour K.**  
Si vous souhaitez rester au taux foyer, cocher la case ci-dessous.  
☐ Je souhaite maintenir le taux foyer de mon prélèvement à la source, à compter du 1er septembre 2025.

Sur le smartphone, il est possible pour les usagers de cocher la case souhaitée durant toute la période d'affichage de la rubrique.



☒
**Taux individualisé**  
 Le taux des déclarants est individualisé en fonction de leurs revenus.

MARTIN  
14 %

FRANÇOISE  
9 %

☐
**Taux foyer**  
 Le taux est calculé globalement et est identique pour les deux déclarants.

MARTIN  
12 %

FRANÇOISE  
12 %

Précision : pour le cas particulier des déclarations de revenus déposées par des mandataires, experts comptables et avocats fiscalistes, via une procédure spécifique d'échange de données informatisées, les foyers concernés doivent gérer leur choix via le service en ligne « Gérer mon prélèvement à la source ». Les mandataires ne peuvent en effet gérer l'option du taux de PAS de leurs clients, celui-ci relevant d'un choix personnel n'ayant pas vocation à être communiqué à un tiers.

### Pour les usagers déclarant au format papier

Les formulaires papier sont adaptés pour permettre aux usagers concernés d'opter pour le maintien du taux foyer, avec une case à cocher afin de conserver le taux foyer.

Si vous souhaitez conserver le taux foyer pour votre prélèvement à la source après le 1er septembre 2025, cochez la case (voir encart ci-joint)

☐

Si vous souscrivez une déclaration d'impôt sur la fortune immobilière, cochez ►

☐ ØIF

**SIGNATURE DU OU DES DÉCLARANTS**

Le

Si vous déposez la déclaration au titre d'un mandat, apposez votre cachet et cochez ►

☐ ØTA

Accédez à votre espace particulier depuis votre smartphone ►

Pour assurer la bonne compréhension des usagers concernés (couples mariés ou pacsés au taux foyer déclarant au format papier), un encart explicatif est joint aux déclarations de revenus préremplies, avec un exemple chiffré pour illustrer l'évolution.



## RENDEZ-VOUS AUSSI SUR LE SERVICE « GÉRER MON PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE »

Depuis le site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), à partir de l'espace particulier, le service en ligne « Gérer mon prélèvement à la source » affichera une pop-in d'information dès l'arrivée de l'utilisateur sur la page d'accueil.

### Nouvelle réforme sur l'application du taux de prélèvement à la source

À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025, c'est le taux individualisé qui s'appliquera automatiquement, à la place du taux foyer, aux usagers mariés et pacsés, soumis à une imposition commune.

Vous êtes actuellement imposé au taux foyer, si vous souhaitez conserver l'application de ce taux après le 1<sup>er</sup> septembre 2025, vous devez indiquer votre choix de maintien sur votre espace "Gérer mon prélèvement à la source".

**Attention : sans action de votre part, vous basculerez automatiquement au taux individualisé au 1<sup>er</sup> septembre 2025.**

Fermer

Cet espace propose une nouvelle rubrique « Maintenir le taux foyer de votre prélèvement à la source », visible uniquement des usagers concernés, de l'ouverture de la campagne déclarative début avril, jusqu'au 30 juin 2025. Elle offre la possibilité d'opter pour le maintien de leur taux foyer, en cochant la case dédiée.

### Maintenir le taux foyer de votre prélèvement à la source ?

☐ Je souhaite maintenir le taux foyer de mon prélèvement à la source au 1<sup>er</sup> septembre 2025.

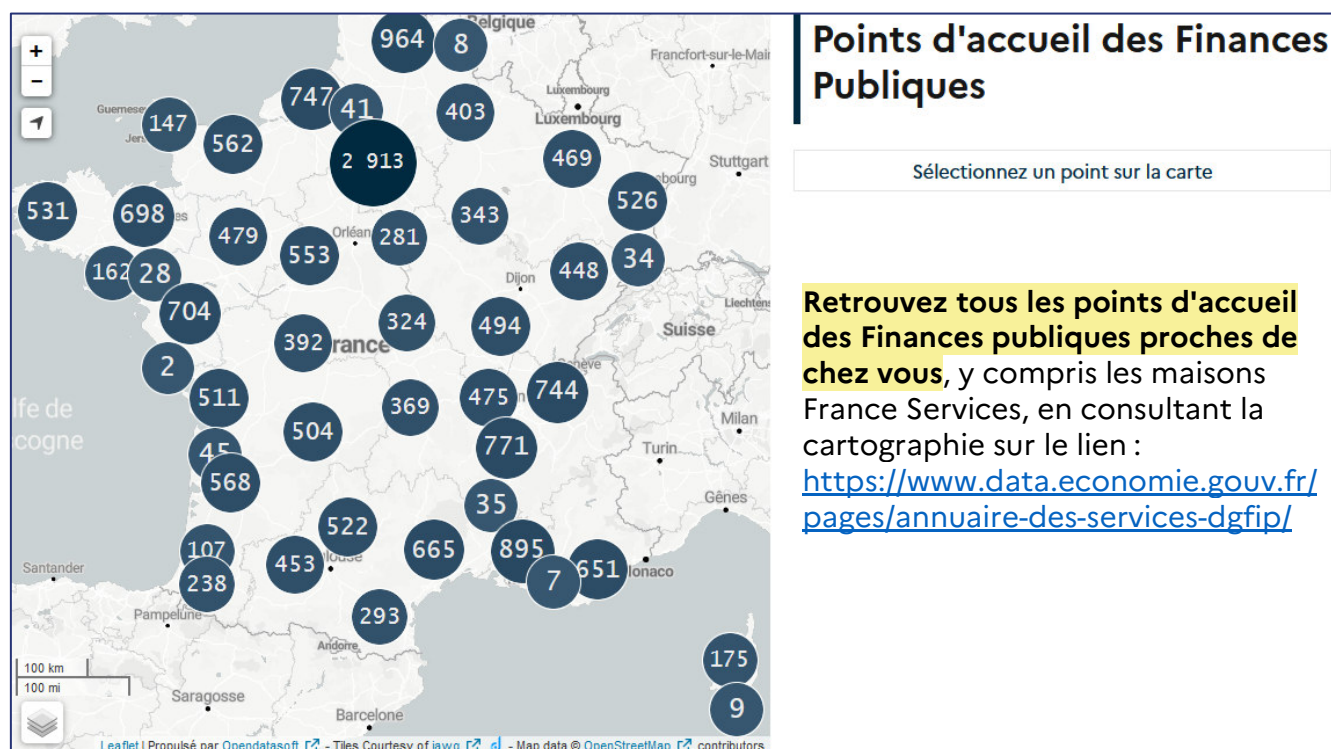
**À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025**, le taux individualisé s'appliquera automatiquement aux revenus des foyers mariés ou pacsés, soumis à une imposition commune, sauf option contraire de votre part en cochant la case ci-dessus.

## DIALOGUEZ AVEC NOUS

Dans le cadre de son offre de service multicanal, la DGFIP développe et renforce ses services à distance depuis plusieurs années. Elle propose ainsi des échanges par courriels grâce à la messagerie sécurisée accessible sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), des renseignements par téléphone sur des horaires étendus, ainsi qu'une offre de prise de rendez-vous à distance également accessible à partir de l'appli *Impots.gouv*, téléchargeable sur un smartphone depuis votre magasin d'applications en ligne (« App store ») habituel.

Simple et accessible, ces modalités de contact à distance permettent de dialoguer avec la DGFIP en toute sécurité tout en obtenant des prestations à distance de qualité identique à celles reçues lors d'une visite sur place.

Vous pouvez également, si vous le souhaitez, vous rendre au guichet de votre centre des Finances publiques ou dans la France services la plus proche de chez vous pour bénéficier d'un accueil physique.



## COMMENT OBTENIR DE L'AIDE POUR REMPLIR MA DÉCLARATION DE REVENUS ?

### Par téléphone :

Vous pouvez composer le **0 809 401 401** (service gratuit + prix d'un appel local - numéro national d'assistance ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 19h00, heures de métropole). Les agents des Finances publiques sont là pour répondre à vos questions. Ils peuvent également vous guider dans la réalisation de votre déclaration en ligne à l'aide d'un outil de partage d'écran, ou pour toute autre démarche en ligne (concernant par exemple le service « Gérer mes Biens Immobiliers », etc.).



**Le label Services Publics +** vient d'être décerné au numéro d'appel national 0 809 401 401 de la Direction générale des Finances publiques.

Cette plateforme est constituée de 20 centres de contacts téléphonique, implantés exclusivement en France sur tout le territoire, composée de 800 agents qui renseignent et répondent aux usagers tous les jours de 8h30 à 19h.

En 2024, la plateforme a enregistré et traité **10,8 millions d'appels**.

Ce label atteste les résultats et reconnaît ainsi l'engagement de notre plateforme téléphonique dans la démarche de qualité de service du Programme Services Publics + qui vise à offrir aux usagers des services plus proches, plus simples et plus efficaces.

Cette certification a été attribuée à la suite d'un audit réalisé par le Bureau Veritas, acteur indépendant et majeur du secteur. Il a notamment testé selon des critères d'évaluation élevés et des standards communs à toutes les administrations publiques, la clarté et l'accessibilité des informations données, le respect du droit à l'erreur, le respect des délais, le dispositif de formation des agents et la bienveillance des agents à l'égard des usagers.

**En savoir + sur le label :** <https://www.plus.transformation.gouv.fr/le-label-services-publics>

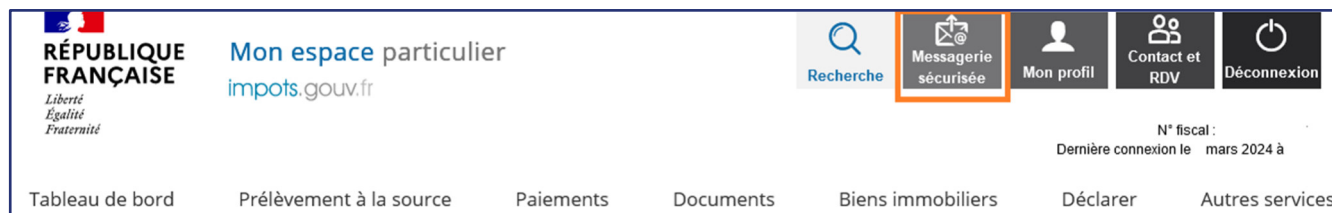
Il vous est également possible de **prendre un rendez-vous téléphonique** avec nos services si vous souhaitez disposer d'un créneau dédié pour aborder une question complexe. Les rendez-vous peuvent être pris sur le site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) (bouton « Contact et RDV » depuis votre espace particulier ou en haut de la page d'accueil), à partir de l'appli *Impots.gouv* ou bien par téléphone. Les rendez-vous se déroulent au téléphone à l'horaire que vous avez choisi et sur appel d'un agent de la DGFIP.

**En 2024, les usagers ont pris 2,5 millions de rendez-vous avec nos agents sur place ou par téléphone.**

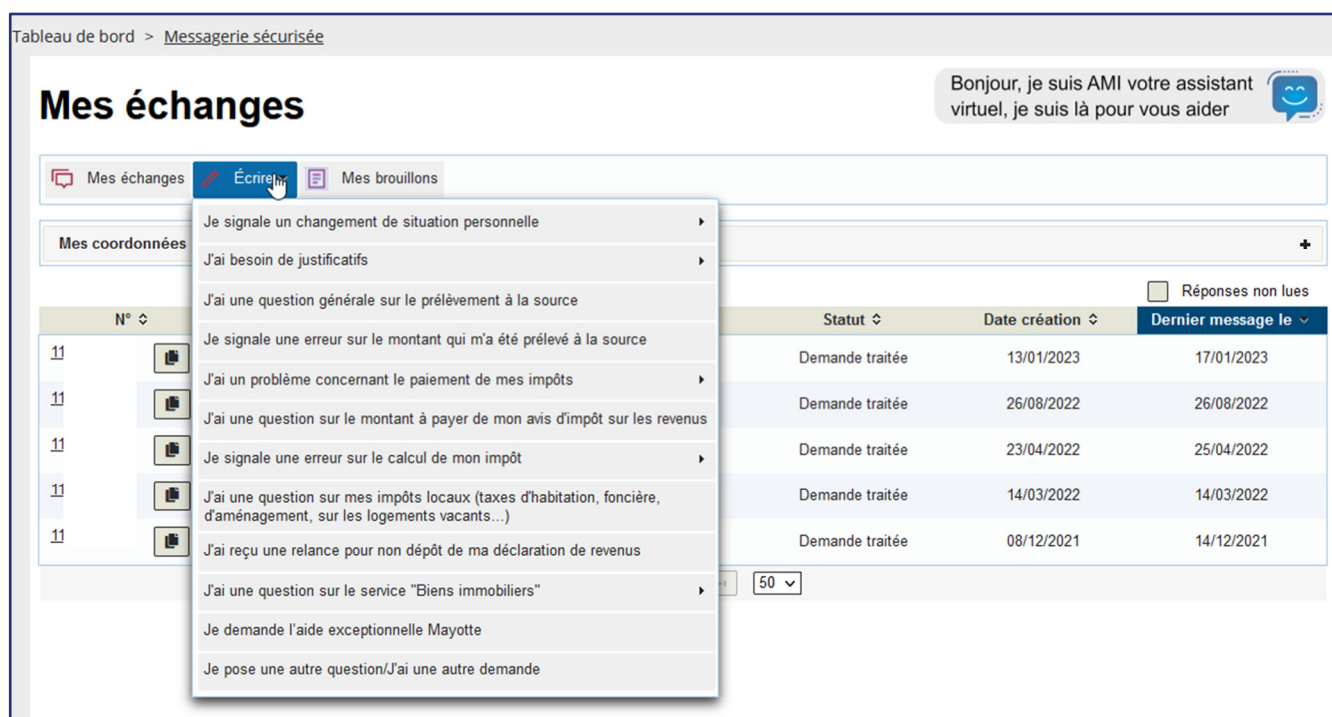
## Par messagerie sécurisée :

La messagerie sécurisée est accessible à partir de votre espace particulier sur *impots.gouv.fr*.

Après avoir complété vos identifiants dans la partie « Connexion ou création de votre espace particulier », vous accéderez à la messagerie sécurisée en cliquant sur l'icône dédiée :



En sélectionnant le menu « Ecrire », plusieurs suggestions sont proposées :



Cette messagerie vous permet de communiquer de manière personnalisée avec l'administration fiscale, en toute sécurité, pour poser une question, signaler une difficulté, indiquer un changement de situation ou transmettre toute information utile à votre service gestionnaire.

## Au guichet :

En cas de besoin, il vous est également possible de vous rendre sur place, dans votre centre des Finances publiques ou encore dans un point d'accueil de proximité, comme une France Services, avec ou sans RDV.

## NOS AUTRES POINTS D'ACCUEIL

Vous pouvez également être reçus dans un des points d'accueil du nouveau réseau de proximité (NRP) que la DGFIP a mis en place, au plus près de ses usagers :

<https://www.data.economie.gouv.fr/pages/annuaire-des-services-dgfip/>

- dans une des 2 800 structures labellisées **France services** :  
le réseau « France Services » offre un accueil dans un lieu unique proche de chez vous, par des personnes formées qui vous accompagnent dans les démarches administratives du quotidien. Ce premier niveau d'accueil porte sur leurs questions relatives à la fiscalité, aux amendes ou aux factures des services publics locaux.
- dans les permanences « Finances publiques » assurées par des agents des Finances publiques au sein de certaines France Services, de mairies ou autres tiers lieux (selon les cas, avec ou sans rendez-vous et sur place ou par visioconférence). Les agents des Finances publiques, dotés de tous les outils nécessaires, pourront répondre à l'ensemble de vos questions grâce à un accès distant à votre dossier.

Depuis 2019, la DGFIP est ainsi passée de 3 366 à 5 016 points d'accueil et est présente dans plus de 3 060 communes, ce qui représente une hausse de près de 55 % par rapport au 1er janvier 2019.

**Attention appelée** : aucune déclaration papier ne pourra être déposée dans les France Services. Les déclarations papier devront donc être adressées au service compétent, dont l'adresse figure sur la déclaration préremplie ou dans la rubrique « Contact et RDV » du site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr).

## SATISFACTION USAGERS : LA DGFIP TOUJOURS LEADER

Dans le dernier baromètre de l'Institut Delouvrier x Harris Interactive « Les services publics vus par les Français et les usagers », **la DGFIP reste en tête avec 82 % d'usagers satisfaits**, taux en hausse continue depuis 2019 et en hausse de 2 points par rapport à 2023.



Nos usagers apprécient notamment (par ordre d'importance) :

1. La possibilité d'effectuer des démarches à distance (78 %)
2. L'attitude des personnels à l'égard des contribuables (74 %)
3. La rapidité et la réactivité des agents (67 %)

En parallèle, l'enquête de satisfaction menée par l'institut IPSOS en 2024 confirme également le très haut niveau de satisfaction des usagers de la DGFIP :

- 89 % pour les particuliers,
- 91 % pour les professionnels

Ces résultats démontrent que les efforts de modernisation portent leurs fruits. Les usagers soulignent particulièrement la courtoisie et l'amabilité des agents, leur capacité à comprendre les besoins, ainsi que la clarté des réponses apportées. Par ailleurs, la possibilité d'effectuer des démarches à distance est appréciée par 78 % des usagers, soulignant l'importance de l'accessibilité numérique.



# COMMENT DÉCLARER VOS REVENUS EN 2025 ?

Avec le site ou l'appli **impots.gouv**,  
tout est plus simple. De n'importe  
où, à tout moment, vous pouvez  
corriger votre déclaration autant  
de fois que vous voulez.

**L'IMPÔT S'ADAPTE  
À VOTRE** 

Vérifier que tout est exact sur  
ma déclaration automatique  
**évite l'erreur d'imposition.**

0 809 401 401 Service gratuit  
+ prix appel

**France  
services**



**impots.gouv.fr**

## **AVEC LA DÉCLARATION AUTOMATIQUE, VÉRIFIER C'EST DÉCLARER**

La déclaration automatique permet de valider la déclaration de revenus par une simple vérification des éléments détenus et transmis par la DGFIP.

La déclaration automatique dispense une partie des foyers fiscaux de déposer leur déclaration de revenus dès lors que les informations préremplies sont justes et exhaustives.

**Vous avez l'habitude de vérifier le montant prérempli de vos revenus mais vous devez vérifier l'adresse mentionnée sur votre déclaration et à la mettre à jour si nécessaire. La mise à jour de cette information est importante pour la qualité des avis d'imposition de taxe d'habitation sur les résidences secondaires ou les locaux vacants qui seront mis à la disposition des usagers à l'automne 2025.**

L'année dernière, **10,5 millions d'usagers** ont profité de la déclaration automatique.



## QUI EST ÉLIGIBLE ?

### Sont concernés par la déclaration automatique les usagers qui :

- ont été taxés en 2024 sur les revenus 2023 uniquement sur des catégories de revenus pré-remplissables (soit quasiment tous les revenus : notamment salaires, pensions, à l'exception des revenus fonciers ou des revenus des travailleurs indépendants - bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices non commerciaux, bénéfices agricoles - et les pensions alimentaires) ;
- n'ont pas signalé en 2024 une modification de leur foyer fiscal ou de nouveaux types de revenus, comme :
  - un changement d'adresse,
  - un changement de situation de famille (mariage ou pacs, divorce ou rupture de pacs, décès),
  - une création d'acompte de prélèvement à la source (en cas de démarrage d'une activité de profession indépendante ou de nouvelle perception de revenus fonciers par exemple).

Ces modifications ne peuvent pas, en effet, être retracées dans les déclarations de revenus préremplies des usagers concernés et impliquent donc une intervention de leur part.

En revanche, la déclaration automatique tient compte :

- des signalements d'une naissance ou d'une adoption effectués en 2024 par les usagers dans leur espace particulier via le service « Gérer mon prélèvement à la source » sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) ;
- de l'option réalisée en 2024 par les usagers pour l'imposition au barème de leurs revenus de capitaux mobiliers (rubrique « 2OP » de la déclaration) : cette option est reconduite sans action de la part des usagers, qui pourront s'ils le souhaitent revenir sur ce choix en modifiant leur déclaration.

Les usagers qui ont déclaré des dépenses pour l'emploi d'un salarié à domicile lors du dépôt de leur déclaration de revenus 2024 (revenus 2023), ne sont plus éligibles à la déclaration automatique.

Ils doivent en effet déposer une déclaration de revenus en renseignant la nature de l'activité pour laquelle le bénéfice du crédit d'impôt est demandé, ainsi que le montant des dépenses engagées à ce titre en 2024. Cette formalité, mise en place par le Parlement en 2024 dans la loi de Finances, a pour objet de permettre un meilleur suivi des dépenses fiscales correspondantes par nature d'activité.

De manière générale, les usagers bénéficiant de certains régimes spécifiques en 2024 (journalistes, assistants maternels, non-résidents...) restent exclus du périmètre de la déclaration automatique.


Les usagers qui étaient éligibles à la déclaration automatique en 2024 mais qui ne le sont plus en 2025 (pour l'une des raisons mentionnées ci-dessus) seront spécifiquement informés qu'ils doivent déposer cette année une déclaration de revenus :

- par courriel (mi-avril) s'ils ont déclaré leurs revenus en ligne en 2024 ou s'ils ont opté pour ne plus recevoir de déclaration au format papier ;
- par un message spécifique sur leur déclaration papier.



## COMMENT ÇA MARCHE ?


Les usagers éligibles à la déclaration automatique disposeront, à compter du 10 avril 2025 directement dans leur espace particulier sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) d'un document retraçant l'ensemble des informations connues de l'administration concernant leurs revenus et charges de 2024 ainsi que leur adresse.

**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**  
Liberté  
Égalité  
Fraternité

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
**MA DÉCLARATION AUTOMATIQUE (REVENUS 2024)**

### VOTRE FOYER


**ÉTAT CIVIL**  
  
BRUN ALEXANDRIE  
Né BRUN  
Date et lieu : 11/11/1964, MALLET (80)  
n° fiscal : 30 04 173 833 234 N  
  
Vous êtes célibataire  
  
N° d'accès en ligne : 9 999 978  
  
**PERSONNES À CHARGE  
ET SITUATIONS PARTICULIÈRES**  
Vous n'avez pas d'enfant ni de personne à charge.




### la déclaration automatique comment ça marche ?

1 Vérifiez toutes les données


- il ne doit rien manquer
- l'ensemble des informations doit être correct (état civil, personnes à charge, adresse, coordonnées bancaires, revenus)

2 si tout est correct et complet,  
**vous n'avez rien à faire**  
  
Sinon :  **Déclarer en ligne**  
  
dans votre espace particulier d'[impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)  
Si vous avez utilisé FranceConnect pour accéder à votre espace particulier, cliquez [ici](#) pour déclarer en ligne

 Retrouvez la notice détaillée de ce document sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)


### VOTRE ADRESSE


AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2025 4 AV BENOIT CARRIAT  
06600 ANTIBES  
  
*Si vous avez déménagé en 2024, vous devez impérativement déposer une déclaration en indiquant votre adresse au 1er janvier 2025.  
Si vous avez déménagé après le 1er janvier 2025, vous devez uniquement déclarer votre nouvelle adresse dans votre espace particulier sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)*



### VOS COORDONNÉES BANCAIRES

IBAN : FR76 1810 6000 323X XXXX XXX5 010  
BIC : AGRIFRPP881  
  
*Si vous souhaitez juste modifier vos coordonnées bancaires, vous pouvez le faire à tout moment dans votre espace particulier sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), rubrique « Gérer mon prélèvement à la source ».*





S'ils ont opté pour ne plus recevoir la déclaration de revenus au format papier ou s'ils ont déclaré leurs revenus en ligne en 2024, ils recevront un mail leur annonçant la mise à disposition de ce document dans leur espace particulier. À défaut, ils recevront par courrier postal, courant avril 2025, leur déclaration de revenus « automatique ».

**Les usagers éligibles doivent vérifier toutes les informations présentées sur ce document :**

- si toutes les informations sont correctes et complètes : aucune action n'est nécessaire, la déclaration de revenus sera automatiquement validée et prise en compte par l'administration fiscale
- si certains éléments doivent être complétés ou modifiés (adresse, situation de famille ou composition du foyer fiscal, montant des revenus et charges, réductions/crédits d'impôt, option pour l'imposition au barème des revenus de capitaux mobiliers...), une déclaration doit alors être déposée. Il suffit pour cela de cliquer sur le bouton « déclarer en ligne » depuis votre déclaration automatique dématérialisée au sein de votre espace particulier sur *impots.gouv.fr*, ou de compléter la déclaration papier qui vous a été adressée et de la renvoyer.

**Attention : si vous avez déménagé en 2024, n'oubliez pas de le signaler sur votre déclaration de revenus, même si vous bénéficiez de la déclaration automatique. Pensez-y !**

**Ce mode déclaratif ne remet pas en cause la responsabilité de l'utilisateur face à l'acte déclaratif, qui lui reste imputable même en cas de déclaration automatique sans action de sa part : il lui incombe donc toujours de vérifier les éléments contenus dans sa déclaration et de les modifier si besoin.**

## POURQUOI DÉCLARER EN LIGNE ?

### EN 2024, PRÈS DE 90 % DES FOYERS FISCAUX (SOIT 35 MILLIONS DE FOYERS) ONT DÉCLARÉ LEURS REVENUS 2023 EN LIGNE OU DE MANIÈRE AUTOMATIQUE

Vous pouvez déclarer vos revenus en ligne **dès le 10 avril 2025**.

- **C'est simple** : votre déclaration est personnalisée en fonction des rubriques et annexes que vous avez l'habitude de remplir et vous obtenez immédiatement le montant de votre impôt.
- **C'est souple** : vous avez des délais supplémentaires et vous pouvez corriger autant de fois que vous le souhaitez jusqu'à la date limite : pour la zone 1 jusqu'au 22 mai, la zone 2 jusqu'au 28 mai et la zone 3 jusqu'au 5 juin, le détail des dates figure dans la fiche « calendrier » du dossier de presse.
- **C'est sécurisé** : vous recevez un courriel de confirmation et un accusé de réception est disponible à tout moment dans votre espace.

### NOUVELLE RÈGLE D'ENVOI DES DÉCLARATIONS PAPIER

**PLUS DE DÉCLARATIONS EN LIGNE, MOINS DE DÉCLARATION PAPIER !**

En 2024, la DGFIP envoyait 16 millions de déclarations papier (la hauteur de 10 Tour Eiffel), mais seulement 5 millions de contribuables les renvoyaient.

x10

impots.gouv.fr  
0 809 401 401

L'IMPÔT S'ADAPTE À VOTRE VIE

Jusqu'en 2024, la DGFIP envoyait environ **16 millions de déclarations préremplies** au format papier (l'équivalent de la hauteur de 10 tours Eiffel), alors que seuls 5 millions d'usagers déclarent effectivement leurs revenus au format papier.

Pour contribuer à la réduction de l'empreinte écologique de la DGFIP comme aux efforts budgétaires demandés sur la dépense publique, il ne sera plus adressé à partir de cette année de déclarations au format papier aux usagers ayant déclaré de manière dématérialisée (Télé-IR ou Smartphone) leurs revenus en 2024.

L'obligation de déclarer les revenus sous format dématérialisé est la règle depuis 2016 (article 1649 quater B quinquies du Code Général des Impôts), et une mesure de simple tolérance permet aux usagers qui ne disposent pas d'un accès à internet de déposer leur déclaration au format papier.

Cette mesure sera accompagnée d'une communication ciblée auprès du public lors du lancement de la campagne déclarative, notamment via l'envoi du mail traditionnel annonçant l'ouverture de la campagne déclarative en ligne.

### La déclaration en ligne des revenus comporte de nombreux avantages :

- **vous obtenez immédiatement le montant de votre impôt**, ainsi que le montant de votre nouveau taux de prélèvement à la source et de vos éventuels acomptes contemporains applicables à compter de septembre 2025<sup>4</sup>. Si vous bénéficiez d'un remboursement, vous connaissez immédiatement le montant de la restitution qui vous sera versée l'été prochain ;
- **vous disposez dès la fin de votre déclaration d'un Avis de Situation Déclarative à l'Impôt sur le Revenu (ASDIR)** vous permettant de justifier immédiatement de vos revenus et charges pour vos démarches auprès de tiers (banques, bailleurs, ...) ;
- **vous pouvez mettre à jour vos coordonnées bancaires (RIB)** au moment de votre déclaration<sup>5</sup> pour permettre toutes les opérations de prélèvement et de restitution relatives à votre impôt sur le revenu (y compris le versement annuel de l'avance de réductions et crédits d'impôt si vous en bénéficiez) ;
- si vous avez signalé préalablement un changement de situation de famille ou une naissance dans le service « Gérer mon prélèvement à la source », **les informations signalées sont automatiquement reprises** : vous n'avez plus qu'à les confirmer ;
- **vous pouvez gérer vos options de prélèvement à la source** : un lien direct vers le service « Gérer mon prélèvement à la source » vous sera proposé une fois votre déclaration validée, avec l'ensemble des fonctionnalités offertes (individualisation du taux, trimestrialisation des acomptes, actualisation du taux en fonction des revenus contemporains, signalement d'un changement de situation de famille 2025...) ;
- **pour les travailleurs indépendants**, le parcours fiscal-social unifié simplifie les démarches administratives, en remplaçant deux déclarations de revenus distinctes auprès des administrations sociales et fiscales par une seule procédure dématérialisée. **En 2024, 2,6 millions d'indépendants ont pu profiter de ce service. La correction en ligne est également intégrée au service** (*voir infra*) ;

---

<sup>4</sup> À noter : si, en dehors de votre déclaration de revenus, vous avez actualisé votre taux de prélèvement à la source ou avez modifié votre situation de famille depuis le début de l'année, votre actuel taux de prélèvement restera valable jusqu'au 31 décembre 2025. Le taux issu de votre déclaration de revenus ne s'appliquera qu'à compter du 1er janvier 2026.

<sup>5</sup> La sécurité de la mise à jour des coordonnées bancaires est renforcée cette année grâce à l'envoi d'un code à usage unique adressé par SMS pour les usagers ayant communiqué préalablement leur numéro de téléphone mobile à l'administration fiscale.

- **les abattements forfaitaires pour les assistants maternels/familiaux ou les journalistes peuvent être déclarés de manière plus détaillée en regard de chaque employeur.** Les abattements sont individualisés par employeur de manière plus précise afin d'en faciliter la déclaration. En cas de pluralité d'employeurs, la somme des abattements est ensuite automatiquement agrégée dans la case dédiée ;
- **les acomptes contemporains de prélèvements à la source, impôt sur le revenu ou prélèvements sociaux, des personnes majeures rattachées sont automatiquement préremplis sur la déclaration du foyer fiscal de rattachement.**

## **RAPPEL DE L'OBLIGATION POUR TOUS LES PROPRIÉTAIRES DE DÉCLARER L'OCCUPATION DE LEUR LOGEMENT**

---

Profitez de votre venue dans votre espace particulier à l'occasion de la déclaration de vos revenus pour remplir **la déclaration d'occupation de vos biens immobiliers** :

- si vous ne l'avez pas faite en 2024 ;
- si la situation d'occupation de vos biens a changé depuis votre dernière déclaration.

**Nouveauté** cette année : les personnes qui louent ou disposent d'une résidence secondaire dont ils ne sont pas propriétaires doivent désormais la déclarer dans leur déclaration des revenus en ligne (seuls les propriétaires ont accès au service « Gérer mes biens immobiliers »), voir fiche consacrée à la déclaration des logements.

## LA DÉCLARATION EN LIGNE, MODE D'EMPLOI

### COMMENT VOUS CONNECTER POUR EFFECTUER VOTRE DECLARATION EN LIGNE ?

#### Via [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)

Chaque contribuable dispose sur le site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) d'un espace sécurisé dans lequel il peut effectuer en ligne toutes ses démarches fiscales courantes sans avoir à se déplacer : c'est l'espace « particulier » d'[impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr).

Cet espace vous permet de consulter votre situation fiscale et d'accéder à l'ensemble des services en ligne en toute sécurité, dont la déclaration en ligne.

**Rappel : Sauf exceptions , votre déclaration de revenus doit être réalisée en ligne.**

Pour créer votre espace particulier vous devez saisir les 3 identifiants suivants (sauf cas particuliers) ou utiliser FranceConnect :

- votre numéro fiscal ;
- votre numéro d'accès en ligne ;
- votre revenu fiscal de référence.

### OU TROUVER VOS 3 IDENTIFIANTS ?

- Votre numéro fiscal est composé de 13 chiffres et est individuel : chaque membre d'un couple possède son propre numéro fiscal. Il figure en haut de la première page de votre dernière déclaration de revenus. Il se trouve aussi sur votre dernier avis d'impôt ;
- Votre numéro d'accès en ligne est composé de 7 chiffres et est commun aux deux membres d'un couple au sein d'un même foyer fiscal (cas des couples mariés ou pacsés). Il figure en haut de la première page de votre dernière déclaration de revenus papier reçue ;
- Le revenu fiscal de référence est également commun aux deux membres d'un couple au sein d'un foyer fiscal. Il se trouve dans le cadre « Vos références » de votre dernier avis d'impôt sur le revenu.

**Cas particulier :** Vous avez 20 ans ou plus, étiez rattaché au foyer fiscal de vos parents l'année précédente ? Vous avez dû recevoir un courrier spécifique vous indiquant vos 3 identifiants pour créer votre propre espace particulier sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) et déclarer en ligne. Si vous ne le retrouvez plus, contactez votre centre des Finances publiques. Vous pourrez alors effectuer votre première déclaration de revenus par internet.

Une fois votre espace particulier créé, seuls votre numéro fiscal et votre mot de passe seront nécessaires pour vous connecter.

## RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ DE L'ACCÈS À VOTRE ESPACE PARTICULIER OU À CERTAINES OPÉRATIONS SENSIBLES

---

### Nouveau à compter de l'été 2025 !

La DGFIP va mettre en place une double authentification pour sécuriser encore plus l'accès à votre espace particulier.

Cette double authentification pour l'accès à votre espace particulier consistera en l'envoi d'un code de sécurité par courriel à l'issue de la saisie du numéro fiscal et du mot de passe associé.

Il ne vous reste plus alors qu'à renseigner le code de sécurité sur l'écran d'authentification pour pouvoir accéder à votre compte fiscal.

Le code de sécurité est à usage unique et peut être redemandé s'il n'est pas arrivé dans la messagerie de l'utilisateur.

Le dispositif a été testé en conditions réelles, depuis le mois de septembre 2024, auprès des usagers des départements de l'Eure-et-Loir et du Pas-de-Calais (environ 1,3 millions d'utilisateurs). Cette expérimentation a permis de valider le bon fonctionnement de la solution déployée, et la bonne appropriation du dispositif par les utilisateurs.

### Vérifiez bien que votre adresse électronique est valide et bien à jour !

Par ailleurs, la sécurité de l'espace particulier est renforcée grâce à l'envoi d'un code à usage unique adressé par SMS pour **la réalisation de certaines opérations particulièrement sensibles**, lorsque vous souhaitez accéder à votre compte alors que vous avez oublié votre numéro fiscal, quand vous souhaitez modifier votre adresse électronique, renouveler votre mot de passe ou changer les coordonnées bancaires que vous avez communiquées à l'administration fiscale.

Pour bénéficier de ce service de sécurité renforcée, vous devez simplement renseigner et valider votre numéro de téléphone portable dans votre espace. Si vous ne l'avez pas déjà fait, une fenêtre d'information s'affiche dès votre connexion à votre espace particulier et vous guide pour effectuer cette démarche.

***C'est vraiment votre intérêt de nous communiquer votre numéro de téléphone portable, afin de nous permettre de renforcer la sécurité de l'accès à votre espace personnel et à vos données fiscales. En aucun cas la DGFIP ne communiquera votre numéro de téléphone portable à des tiers, ou ne l'utilisera pour vous adresser des communications à d'autres fins que fiscales.***

Si la procédure par SMS ne peut aboutir, le code vous sera envoyé à votre adresse courriel.

L'adresse électronique renseignée dans votre espace est un lien indispensable entre l'administration et vous, notamment pour vous indiquer que de nouveaux documents sont disponibles dans votre espace particulier ou pour d'autres communications personnelles de nature fiscale. Si elle n'est plus valide, une fenêtre d'information vous prévient dès l'ouverture de votre espace et vous guide vers l'espace du site où la modifier.



## POUR VOUS CONNECTER VIA FRANCECONNECT

---

Pour accéder à votre espace personnel sur *impots.gouv.fr*, vous pouvez aussi vous identifier grâce à FranceConnect.



FranceConnect permet à chaque particulier de se connecter aux différents services en ligne d'administrations publiques proposant l'icône sur leur site en utilisant indifféremment une des « identités numériques » partenaires :

- *impots.gouv.fr*
- L'Identité Numérique La Poste
- MobileConnect et moi (pour s'identifier à l'aide de son téléphone portable – uniquement disponible sur le réseau Orange à ce jour)
- msa.fr, le site de la Mutualité sociale agricole
- YRIS (service de vérification de l'identité numérique certifié par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, ANSSI).

### Le mode opératoire est simple :

Vous cliquez sur l'icône FranceConnect sur la page d'accès à l'espace particulier. Puis vous choisissez de vous identifier avec le compte de votre choix.

Vous serez alors automatiquement reconnu sur *impots.gouv.fr* et vous pourrez effectuer votre démarche en ligne en toute sécurité.

Si vous n'avez pas encore créé votre espace personnel sur *impots.gouv.fr*, vous pourrez le faire lors de la première connexion, de manière simplifiée, en saisissant uniquement une adresse électronique et en choisissant un mot de passe.

## VIA L'APPLICATION *IMPOTS.GOUV*

---

Vous pouvez également vous connecter sur votre smartphone ou votre tablette via l'application *impots.gouv* selon les mêmes modalités (présentées ci-dessus) que sur le site *impots.gouv.fr*.

Vous pouvez ainsi accéder à votre espace particulier à l'aide de votre numéro fiscal et de votre mot de passe.

Si vous n'avez pas encore créé votre espace, vous avez la possibilité de le créer selon les mêmes modalités que sur le site *impots.gouv.fr*.

Vous pouvez enfin accéder à votre espace à l'aide de vos identifiants FranceConnect.



## **LA DÉCLARATION DE REVENUS EN MODE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE**

Même avec le prélèvement à la source, la déclaration de revenus, éventuellement automatique, reste indispensable pour permettre à l'administration fiscale d'établir la situation précise et définitive de chaque foyer fiscal au titre de l'année précédente, et de procéder, en fonction de cette déclaration, au calcul de l'impôt dû, incluant bien l'intégralité des revenus et charges du foyer pour l'année concernée.

### **LE RÔLE DE LA DÉCLARATION DE REVENUS EN MODE « PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE »**

---

Avec le prélèvement à la source, le paiement de l'impôt s'effectue de manière contemporaine, au fur et à mesure de la perception des revenus correspondants :

- soit via la retenue à la source effectuée directement par les verseurs de revenus (employeurs, caisses de retraite, Pôle emploi, etc.) ;
- soit par prélèvements d'acomptes par l'administration fiscale sur le compte bancaire pour les autres revenus (revenus fonciers ou revenus professionnels non-salariés de type bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices non commerciaux, ou bénéfices agricoles, notamment).

Hors modulations réalisées directement par l'utilisateur, le taux de prélèvement à la source comme le montant des acomptes sont établis en fonction des revenus déclarés lors de la dernière déclaration de revenus réalisée. Ainsi la déclaration reste une étape incontournable dans le calcul de l'impôt.

Il peut survenir un écart entre l'impôt prélevé de manière contemporaine par l'administration fiscale et l'impôt réellement dû, en particulier en cas de changement de la situation du foyer (situation financière ou de famille) entre deux déclarations de revenus.

En fonction de la situation et des revenus déclarés à cette occasion, la situation de chaque foyer est régularisée par comparaison entre l'impôt effectivement dû au titre de l'année précédente, et ce qui a déjà été payé durant l'année (retenues à la source, acomptes, versements libres, etc.) ou versé (acompte de 60 % de réductions et crédits d'impôt versé en début d'année ou avance immédiate de crédit d'impôt services à la personne).

## CE QU'IL EST NÉCESSAIRE DE VÉRIFIER LORS DE LA DÉCLARATION DE REVENUS CONCERNANT LE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE

Vous pouvez :

- **retrouver** sur votre déclaration de revenus le détail de tous vos prélèvements à la source réalisés en 2024 ;
- **vérifier** ces informations, avec les informations disponibles sur vos bulletins de paie ou dans votre service « Gérer mon prélèvement à la source » de votre espace particulier sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) ;
- dans les rares cas où ces informations ne sont pas exactes, les **modifier**.

Votre déclaration présente, en plus de vos revenus, le montant de retenue à la source effectuée par chaque verseur de revenus. Les montants de revenus et de retenue à la source sont modifiables si vous constatez une erreur.

Vous pouvez ainsi **vérifier le détail des montants de retenues à la source** indiqués sur votre déclaration et les modifier le cas échéant (par exemple dans le cas où l'employeur aurait transmis des informations erronées à l'administration fiscale). Pour vérifier ces montants, aidez-vous des justificatifs transmis par chacun de vos verseurs de revenus (bulletins de paie ou relevé de pensions notamment, ou récapitulatif annuel) ou rendez-vous dans l'historique des prélèvements du service en ligne « Gérer mon prélèvement à la source ».

Les modifications des montants préremplis sont simplifiées lors du dépôt de la déclaration en ligne. Un bouton « modifier » permet d'être guidé dans les modifications à apporter :

- **ajout** d'une ligne de montants « revenus / retenue à la source » lorsque vous ne retrouvez pas les informations de revenus et de retenue à la source d'un verseur de revenus ;
- **modification** d'un montant : rectifiez le montant de revenu et / ou de retenue à la source indiqué par la DGFIP pour un verseur de revenus ;
- **suppression** d'une ligne de montants « revenus / retenue à la source » : si vous contestez que ce collecteur vous a versé des revenus imposables (et prélevé une retenue à la source).

L'affichage détaillé de chaque ligne de montants « revenus/retenue à la source » correspondant à chaque verseur de revenu présente un triple avantage :

- vous retrouvez au même endroit le détail de tous vos prélèvements à la source ;
- la présentation suit au plus près les informations dont vous disposez pour faciliter toute modification des montants préremplis ;
- l'administration se charge ensuite de faire l'addition des données modifiées et vous prévient en cas de possible erreur de saisie.

**À noter : Les montants correspondant aux acomptes contemporains versés au titre des revenus fonciers ou de revenus de travailleur indépendant (activité commerciale, libérale ou agricole) prélevés par la DGFIP sur le compte bancaire, sont aussi mentionnés sur la déclaration de revenus mais ne sont pas modifiables. Dans les rares cas où le montant imprimé ne correspondrait pas au montant réellement versé, il convient de contacter son service des impôts des particuliers.**

En fin de déclaration en ligne, les nouveaux acomptes et taux de PAS seront affichés. Vous pourrez accéder au service « Gérer mon prélèvement à la source » pour actualiser votre situation si votre situation en 2025 est différente ou si vous avez une variation de revenus. Vous pourrez également choisir entre l'application d'un taux foyer ou des taux individualisés pour votre foyer.



## **LA DGFIP DANS LA POCHE GRÂCE À L'APPLI IMPOTS.GOUV**

**Plus de 500 000 usagers ont pour la première fois  
déclaré leurs revenus sur smartphone l'an dernier !**

**L'appli s'enrichit encore cette année  
en vous offrant de nouveaux services.**

Si ce n'est déjà fait, téléchargez l'appli *Impots.gouv*, depuis votre magasin d'applications en ligne (« App store » ou « Google store ») habituel.

Ce nouveau format de déclaration s'adapte au changement d'usage des Français qui possèdent un smartphone et qui délaissent les ordinateurs. L'application mobile *Impots.gouv* rend ainsi les démarches fiscales accessibles à tous !

### **RETROUVEZ VOTRE DÉCLARATION DE REVENUS SUR L'APPLI IMPOTS.GOUV**

---

Depuis la page d'accueil de l'application *Impots.gouv* après authentification, le service « Déclarer mes revenus » est proposé pour les situations fiscales simples.

Le parcours de la déclaration Smartphone est simplifié en **4 étapes intuitives** :

- situation (foyer fiscal, adresse, RIB) ;
- revenus ;
- charges ;
- et récapitulatif.

La déclaration est préremplie des informations connues de l'administration.

#### **Les ajouts et modifications possibles :**

- personnes à charges ou personnes majeures rattachées ;
- changement d'adresse ;
- location d'une résidence secondaire ;
- RIB ;
- traitements, salaires, pensions, rentes, revenus de capitaux mobiliers et micro-foncier ;
- pensions alimentaires, cotisations syndicales, service à la personne et emploi à domicile, études et frais de garde des enfants, dons, aides aux personnes.

## Les ajouts et modifications qui ne sont pas possibles cette année :

- modifier la situation de famille (déclarants 1 et/ou 2) ;
- déclarer des annexes.

Votre déclaration et votre avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu (ASDIR) seront immédiatement disponibles dans la rubrique « Documents » de l'application. Vous pourrez ainsi partager votre avis directement depuis votre smartphone en cas de besoin.

Si vous avez des éléments à déclarer autres que ceux qui relèvent du périmètre de la déclaration smartphone, vous devrez les saisir en totalité dans la déclaration via le service de télédéclaration sur [Impots.gouv](https://impots.gouv.fr).

## LES NOUVEAUX SERVICES OFFERTS EN 2025

### Changement d'adresse et résidences secondaires

À compter de cette campagne 2025, l'utilisateur peut signaler un changement d'adresse fiscale de taxation, en France, ainsi que la location d'une (ou de plusieurs) résidence(s) secondaire(s) dont il n'est pas propriétaire (exemple : vous louez une résidence secondaire pour des raisons professionnelles).

À noter, les déménagements survenus depuis le 2 janvier 2025 (dernière adresse connue) demeurent exclus de l'application mobile cette année.

10:01

Retour

Modifier mon adresse

Adresse connue  
Au 1<sup>er</sup> janvier 2025  
BAT 24  
75 AV DE LA REPUBLIQUE  
92120 MONTROUGE

Veillez préciser :

J'ai déménagé en 2023 ou avant

J'ai déménagé en 2024  
ou le 1<sup>er</sup> janvier 2025

Déménagement à une nouvelle  
adresse, en France

Déménagement à la même adresse  
(changement de résidence,  
d'appartement...)

Déménagement à l'étranger

J'ai déménagé en 2025  
à compter du 2 janvier

Je n'ai pas déménagé  
mais mon adresse est incomplète ou  
contient une erreur

Date du déménagement

Indiquez la date de votre déménagement  
en 2024 ou au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Date du déménagement (obligatoire)  
12/02/2024

La date est au format JJ/MM/AAAA

Annuler Suivant

Retour

Modifier mon adresse

Adresse  
Au 1<sup>er</sup> janvier 2025

Date du déménagement (obligatoire)  
12/02/2024

La date est au format JJ/MM/AAAA

Votre adresse se situe :

Département  
94 - VAL-DE-MARNE

Commune  
VINCENNES

Voie (rue, lieu-dit, hameau...)  
AV DE LA REPUBLIQUE

N° voie  
38

Bis, Ter...  
▼

Complément d'adresse

Annuler Suivant

10:01

Retour

Modifier mon adresse

Adresse  
Au 1<sup>er</sup> janvier 2025

Date du déménagement (obligatoire)  
12/02/2024

La date est au format JJ/MM/AAAA

Votre adresse se situe :

Département  
94 - VAL-DE-MARNE

Commune  
VINCENNES

Voie (rue, lieu-dit, hameau...)  
AV DE LA REPUBLIQUE

N° voie  
38

Bis, Ter...  
▼

Complément d'adresse

Annuler Suivant

## Taux de prélèvements à la source

À l'étape 4 « Récapitulatif », à la suite du calcul de l'impôt, les informations concernant les taux de prélèvements à la source issues de la déclaration sont désormais restituées, ce qui n'était pas le cas l'an dernier.

Pour les usagers mariés et pacsés, un cadre « Votre PAS évolue » vous permet de gérer le choix de votre taux de prélèvement à la source au sein de votre foyer dans le cadre de la réforme du passage cette année au taux de PAS individualisé.

## Possibilité de modifier sur le web une déclaration signée sur l'appli mobile.

Si vous signez votre déclaration sur votre mobile, vous pouvez désormais la reprendre et la corriger sur le web, en retrouvant toutes les informations que vous aviez saisies sur votre mobile. L'inverse est également possible (dès lors que votre déclaration relève du périmètre de la déclaration smartphone).

Attention, seule une déclaration définitivement validée et signée peut être modifiée sur un autre support. Une déclaration temporaire (donc non signée) ne peut pas être reprise.

**Les usagers qui signent une déclaration mobile ont désormais à leur disposition, un accusé de réception au format PDF dans la rubrique « Documents ».**

## VOUS POUVEZ PRENDRE RENDEZ-VOUS AVEC VOTRE SERVICE DES IMPÔTS SUR VOTRE SMARTPHONE AVEC L'APPLI *IMPOTS.GOUV*.

---

Depuis la mise en service de ce service, 10 % des rendez-vous sont pris via l'application.

Que ce soit pour un rendez-vous physique, téléphonique ou en visio : **c'est simple, laissez-vous guider !** (voir fiche 5 ter).

**La période de prise de rendez-vous est de 45 jours.** Cela permet de gérer les cas d'usagers souhaitant une prise de RDV lointaine et ainsi, fluidifier la gestion des RDV dans les permanences « Finances publiques » assurées hors des centres des Finances publiques.

## GÉOLOCALISEZ-VOUS SUR L'APPLI *IMPOTS.GOUV* ET TROUVEZ TOUS NOS SERVICES DE PROXIMITÉ

---

Grâce à son système de géolocalisation, l'application *Impots.gouv*, disponible sur smartphones et tablettes, vous permet de localiser les différents services de la DGFIP situés autour de vous pour réaliser une démarche.

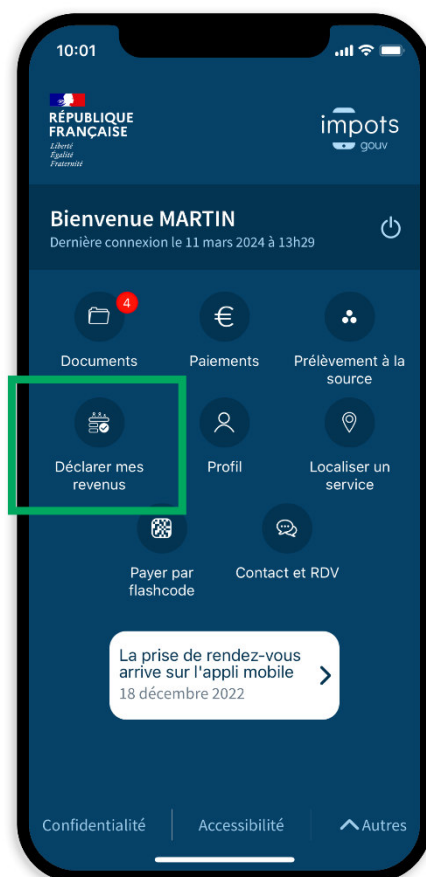
Il peut s'agir d'un service des Finances publiques pour les particuliers ou les professionnels, un espace France Services ou encore un buraliste qui, dans le cadre du paiement de proximité, vous permettra de payer vos impôts, vos factures locales ou hospitalières et vos amendes.

**Retrouvez-le pas à pas de la déclaration en ligne via un smartphone dans la *fiche 5 bis*.**

## DÉCLARER SES REVENUS AVEC SON SMARTPHONE

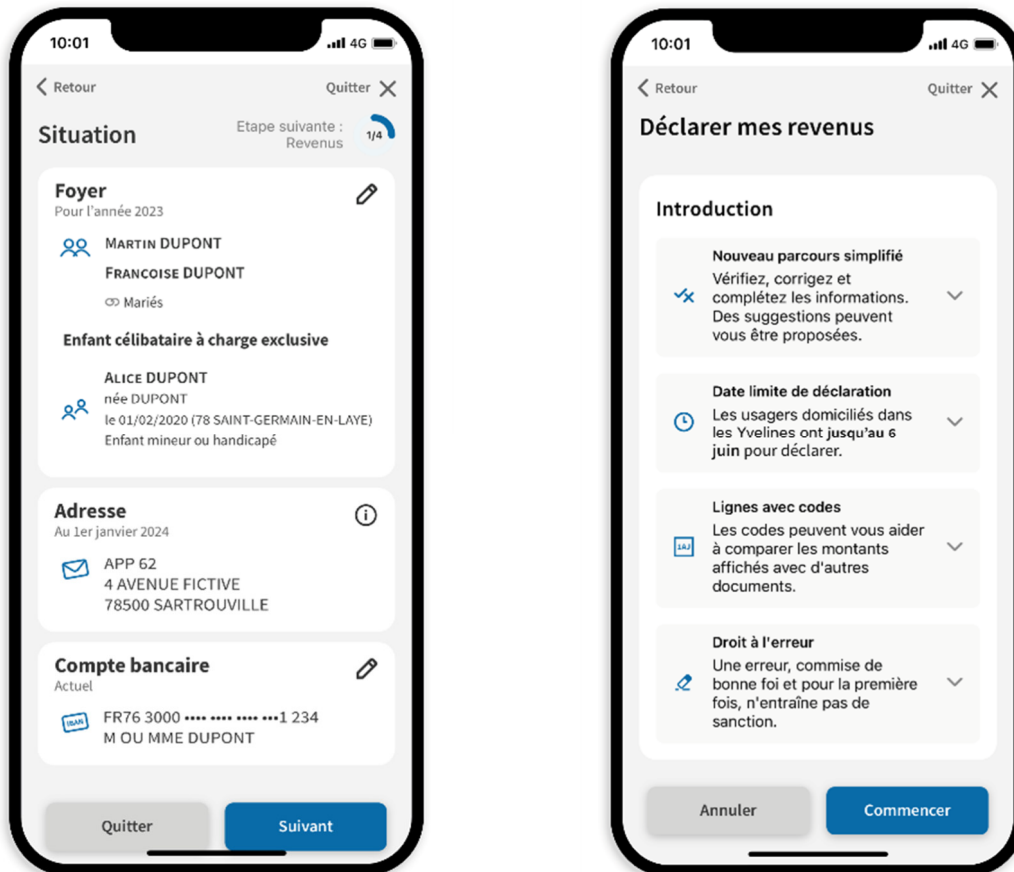
### Accès au service

Il est possible, depuis l'an dernier, de déclarer ses revenus avec son smartphone via le service « Déclarer mes revenus ».



## Parcours en 4 étapes

Le service « Déclarer mes revenus » présente un parcours segmenté en 4 étapes : « Situation », « Revenus », « Charges » et « Récapitulatif ». Les éléments connus de l'administration sont présentés à l'écran. Une page d'introduction présente par ailleurs le service, rappelle la date limite de déclaration et le principe du droit à l'erreur.



La page « Situation » présente la composition du foyer de l'utilisateur, son adresse et son compte bancaire. L'utilisateur peut notamment ajouter ou supprimer des personnes à charge et modifier son compte bancaire. Il peut, depuis cette année, signaler un changement d'adresse survenu au cours de l'année 2024 et déclarer être locataire d'une résidence secondaire. Il ne peut pas signaler de changement d'adresse survenu en 2025 ou un changement de situation de famille (comme un divorce). Dans ces dernières hypothèses, l'application renvoie l'utilisateur vers la déclaration du site *impots.gouv.fr*.

10:01 4G

< Retour Quitter X

Revenus Etape suivante : Charges 2/4

**Revenus de MARTIN DUPONT**

**1AJ Salaires** 29643 €  
retenue à la source 243 €

**Détail des montants connus**

**SARL ENTREPRISE FICTIVE**

Revenu imposable	29643 €
Heures supplémentaires exonérées	432 €
Retenue à la source	243 €

**1GH Heures supplémentaires exonérées** 432 €

**Revenus de FRANCOISE DUPONT**

**1BJ Salaires** 20349 €  
retenue à la source 136 €

**Revenus de capitaux mobiliers (RCM)**

Intérêts et autres 79 €

10:01 4G

< Retour Quitter X

Charges Etape suivante : Récapitulatif 3/4

Les montants connus de l'administration pour les **études et frais de garde des enfants à charge** sont affichés pour information. Selon la situation qui vous concerne, pensez à répartir cette somme entre vos enfants à charge et en résidence alternée.

**Etudes et frais de garde des enfants à charge**

Frais de garde des enfants de moins de 6 ans

Montant connu 2 767 €

Identité des salariés  
MME ESTELLE NOUNOU

Pensez à répartir ce montant entre vos enfants à charge et en résidence alternée.

Répartir

**Autres charges**

Vous n'avez déclaré aucune autre charge

La page « Revenus » permet à l'utilisateur de modifier les revenus présentés à l'écran et d'ajouter un certain nombre de revenus. Il peut être invité, le cas échéant, à préciser certaines informations. Cette année, la liste des revenus prise en charge et des informations complémentaires pouvant être signalées a été enrichie.

La page « Charges » permet à l'utilisateur de modifier les charges présentées à l'écran et d'ajouter un certain nombre de charges. Il peut être invité, le cas échéant, à compléter ces informations. Certaines charges, couramment déclarées, sont suggérées à l'utilisateur (comme les dons) et peuvent être contextualisées en fonction de la situation de l'utilisateur (des frais de garde sont suggérés en présence d'enfants de moins de 6 ans).

Pour les revenus et charges, si le type de revenus ou charges n'est pas proposé dans l'application, le service l'invite à déclarer sur le site *impots.gouv.fr*.



10:01 4G

< Retour Quitter X

**Récapitulatif** Confirmation 4/4

Foyer

Adresse

Revenus

Charges

Prélèvement à la source et divers

**Calcul de votre impôt 2024**

Vous retrouverez ces informations sur votre avis provisoire, disponible dans la rubrique « Documents ».

Revenu fiscal de référence 45 461	Nombre de parts 2,5
--------------------------------------	------------------------

<b>Impôt sur le revenu net</b>	<b>= 1 233</b>
Retenue à la source	- 379
<b>Montant net des prélèvements sociaux</b>	<b>0</b>
<b>Montant restant à payer</b>	<b>1 107 €</b>

La date de prélèvement du montant de 1 107 euros sera indiquée sur votre avis définitif (disponible entre août et septembre 2024).

**En savoir plus**

[À quoi servent mes impôts ?](#)

Précédent Valider

Le récapitulatif rappelle l'ensemble des informations prises en compte dans la déclaration et présente le calcul de l'impôt.

Autre nouveauté : cette année, l'utilisateur pourra corriger la déclaration qu'il a signée dans l'application mobile, depuis l'application ou le site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr). Et inversement : l'utilisateur peut corriger, dans l'application mobile, une déclaration signée depuis le site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), si les conditions d'accès sont réunies.

## PRENDRE RENDEZ-VOUS SUR L'APPLI « IMPOTS.GOUV »

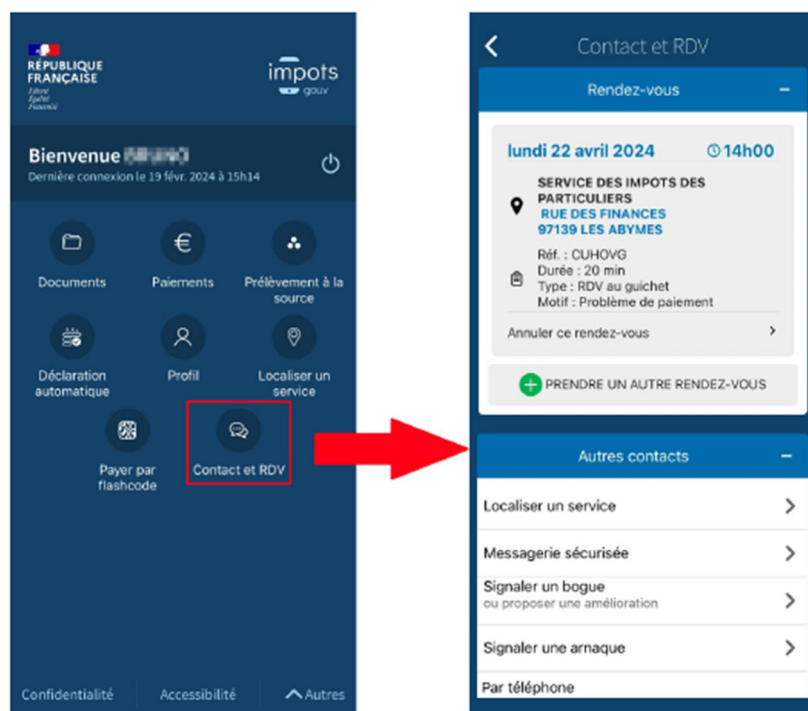
### Présentation des évolutions sur l'application « *impots.gouv* » sur la prise de rendez-vous

Une nouvelle page « Contact et RDV » est disponible dans l'application en mode authentifié et non-authentifié.

#### Page « Contacts »

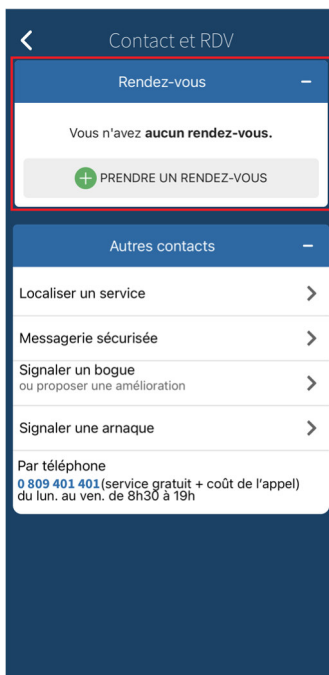
Cette page permet de prendre un rendez-vous en mode authentifié avec un module dédié « Rendez-vous ».

Elle présente également la liste des rendez-vous que le contribuable a déjà pris en mode authentifié, depuis son espace particulier ou l'application *impots.gouv*.



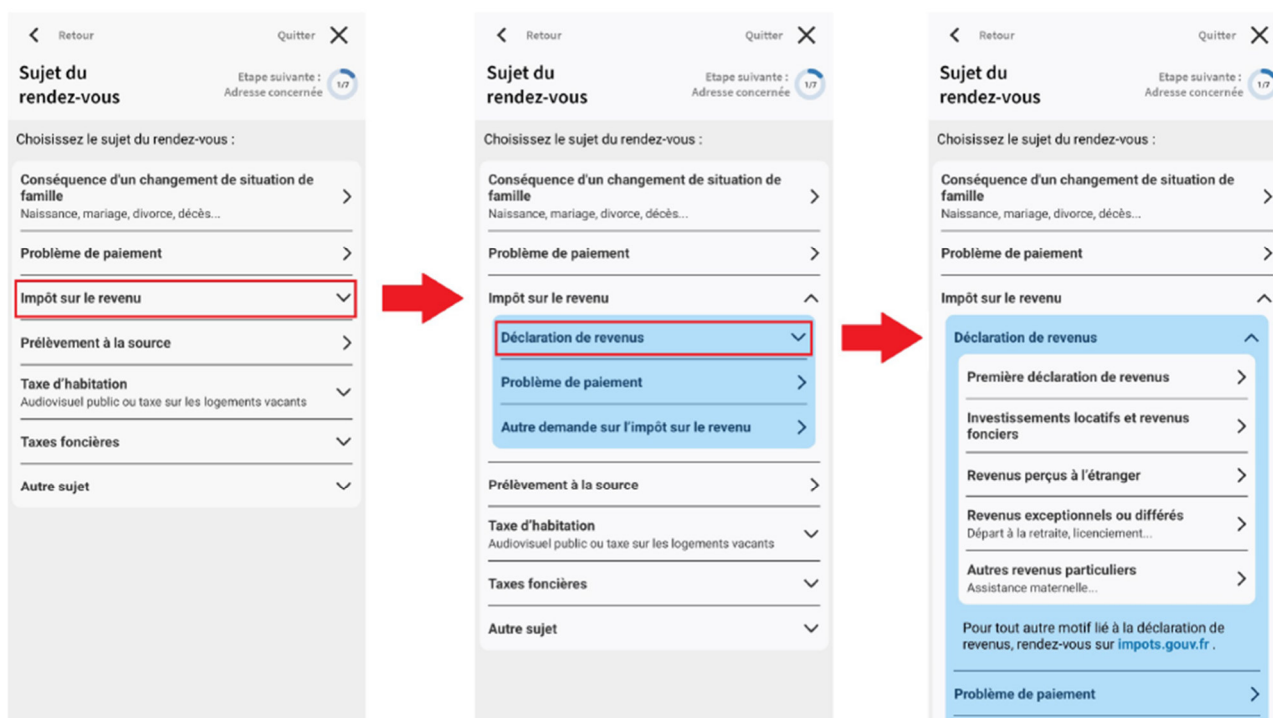
## Parcours pour la prise de rendez-vous

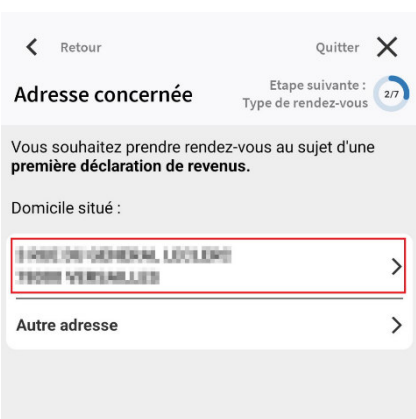
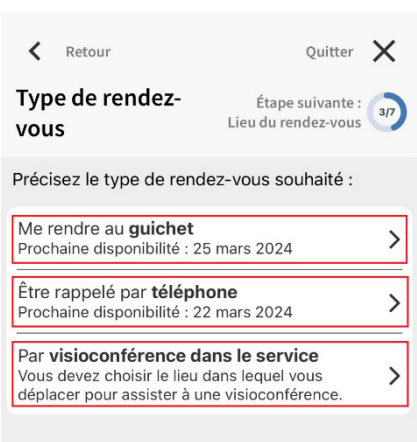
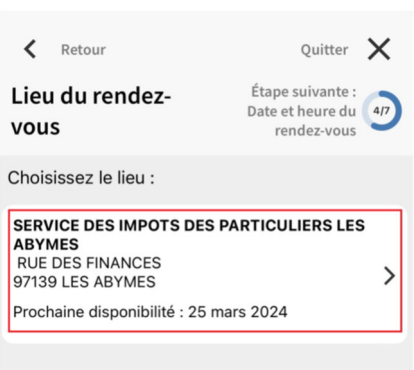
Dès lors que l'utilisateur arrive sur la page « Contact et RDV », il a la possibilité de prendre un nouveau rendez-vous à l'aide du bouton dédié.

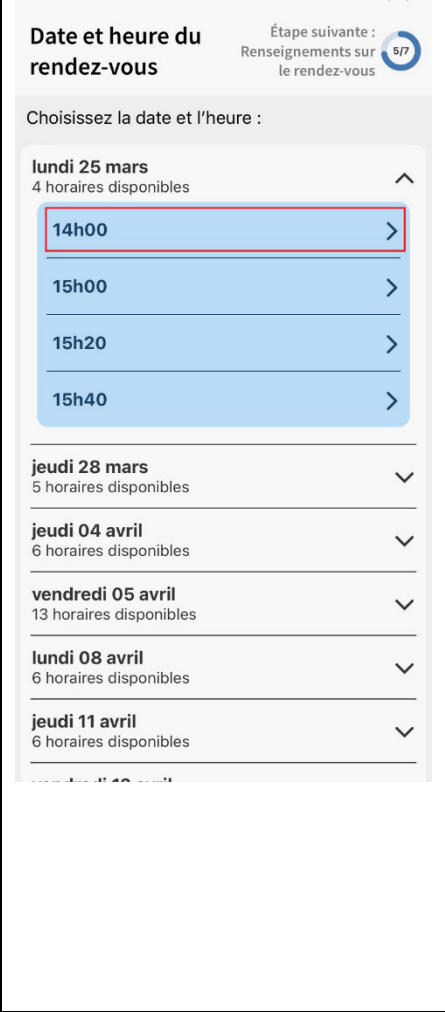
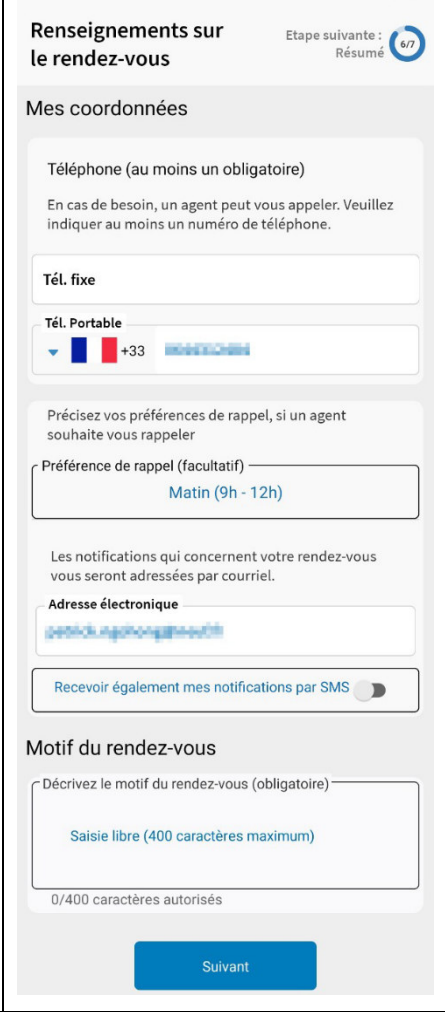



## Le parcours de la prise de rendez-vous se déroule en sept étapes :

### 1 Choix du motif de rendez-vous



2	Sélection de l'adresse concernée	3	Choix du type de rendez-vous	4	Choix du service compétent
					
<p>L'usager sélectionne l'adresse concernée par sa demande de rendez-vous.</p> <p>S'il souhaite prendre un rendez-vous pour une autre adresse, il devra cliquer sur le bouton « Autre adresse » qui l'invitera à prendre rendez-vous depuis le bouton « Contact et prise de RDV » de la page d'accueil du portail impots.gouv.fr.</p> <p>En effet, la prise de RDV en mode authentifiée est limitée au service des impôts des particuliers (SIP) gestionnaire et au centre ou service des impôts fonciers (CDIF/SDIF) si celui-ci est compétent pour la Taxe Foncière.</p>		<p>L'usager a la possibilité de choisir le type de rendez-vous disponible entre un rendez-vous au guichet, par téléphone ou par visioconférence.</p>		<p>Après avoir choisi le type de rendez-vous, l'usager sélectionne le service compétent.</p>	

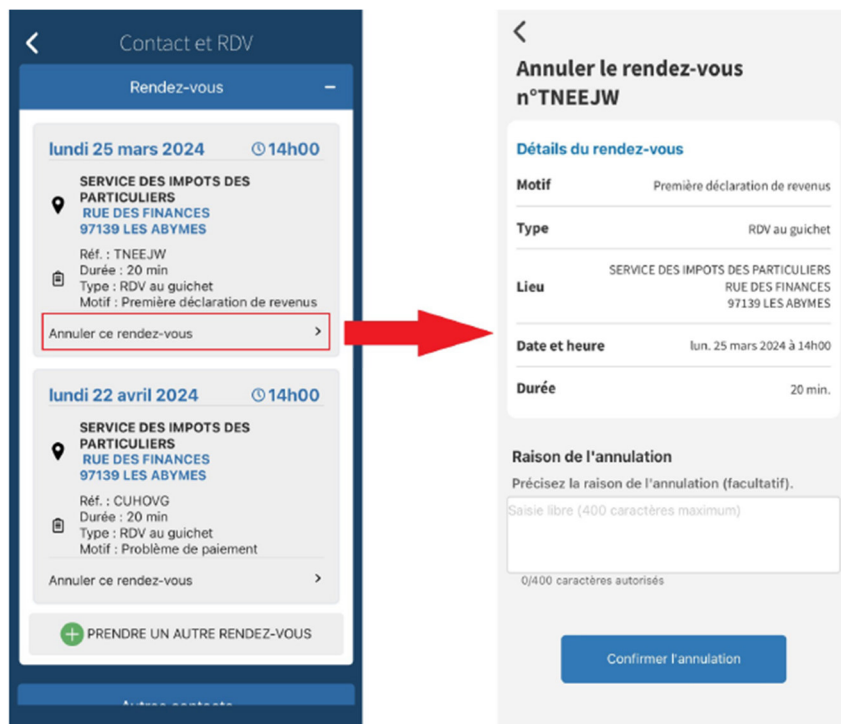
5	6	7
Choix du jour et du créneau horaire	Renseignements à saisir	Résumé du rendez-vous
		
<p>L'utilisateur sélectionne le jour et le créneau horaire qui lui conviennent.</p>	<p>L'utilisateur renseigne ses coordonnées (numéro de téléphone fixe et/ou portable, adresse courriel si ceux-ci ne sont pas déjà renseignés), sa préférence de rappel et précise le motif de son rendez-vous.</p> <p>Le fonctionnement est identique à celui proposé lors de la prise de rendez-vous dans l'espace particulier.</p>	<p>La dernière page affiche un récapitulatif du rendez-vous et l'utilisateur a la possibilité de « Confirmer sa demande ».</p> <p>Cette page donne des informations à prendre en compte lorsqu'il se rendra à son rendez-vous (le motif de son rendez-vous, le type de rendez-vous, le lieu de son rendez-vous, la date et l'heure ainsi que la durée et les pièces justificatives utiles).</p>

Lorsqu'un rendez-vous a été pris, il est possible de le consulter ou de l'annuler depuis la page « Contact et RDV », module « Rendez-vous » de l'application Smartphone.  
Ces actions peuvent également être effectuées depuis l'espace particulier.

## Consulter ses rendez-vous



## Annuler un rendez-vous



## **REVENUS DE L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE**

### **QUE FAUT-IL DÉCLARER ?**

**Vous avez des revenus tirés de l'utilisation de plateformes en ligne (exemples : location temporaire de logements meublés, transport de passagers, prestation de services rémunérés ou encore activités d'achat-revente...) ?**

Les revenus tirés de l'économie collaborative sont en principe imposables, et doivent être déclarés. C'est en particulier le cas des locations de logements meublés réalisées à titre occasionnel pendant les Jeux Olympiques « Paris 2024 ».

Pour savoir si ces revenus sont imposables et, le cas échéant, dans quelle catégorie les déclarer, vous retrouverez toutes les informations pratiques sur le site [impots.gouv.fr](https://www.impots.gouv.fr) à l'adresse suivante :

<https://www.impots.gouv.fr/portail/particulier/questions/comment-declarer-mes-revenus-dactivites-annexes-telles-que-le-co-voiturage-la>

Vous avez dû recevoir avant la fin janvier 2025, de la part des plateformes en ligne que vous avez utilisées, un relevé récapitulatif des revenus tirés des opérations effectuées à ce titre en 2024. Ce relevé vous permet de compléter votre déclaration, sous réserve que les revenus en question soient imposables, ce qui n'est pas systématiquement le cas.

### **COMMENT DÉCLARER DANS LA DÉCLARATION EN LIGNE**

Certains opérateurs de plateformes ont rencontré des difficultés techniques qui ne nous ont pas permis de retracer cette année dans les déclarations de revenus de certains usagers l'ensemble des informations concernant les opérations et revenus réalisés en 2024.

Si vous êtes concernés, l'absence de toute ou partie de ces informations dans votre déclaration de revenus préremplie ne vous dispense pas d'avoir à déterminer le caractère éventuellement imposable des sommes perçues au titre d'opérations réalisées en 2024, et le cas échéant, de les reporter dans votre déclaration de revenus.

Pour cela, nous vous invitons à vous reporter au récapitulatif annuel des opérations réalisées en 2024, que les opérateurs situés dans l'UE sont tenus de vous adresser avant le 31 janvier de chaque année.

En revanche pour les usagers pour lesquels figurent les informations pré-affichées, lors de votre déclaration en ligne :

- un message d'explication vous sera présenté, vous permettant notamment d'accéder aux fiches pratiques publiées sur [impots.gouv.fr](https://www.impots.gouv.fr) qui précisent comment déclarer les revenus perçus par le biais des plateformes ou places de marché en ligne ;
- le détail des plateformes concernées et les montants des transactions que chacune a déclaré vous concernant sont indiqués dans la devise dans laquelle les montants ont été versés. Vérifiez si ces montants sont imposables et, dans ce cas, la catégorie de



revenus dont ils relèvent, puis indiquez-les dans les rubriques correspondantes en effectuant la conversion en euros, si nécessaire.

**Votre déclaration en ligne est pré-remplie avec les revenus** transmis par vos employeurs, caisses de retraite, établissements financiers...

**Si des montants sont absents ou inexacts, veuillez à bien les compléter ou corriger.**

**Désormais, les plateformes de l'économie collaborative transmettent à l'administration fiscale les revenus perçus par leurs utilisateurs. Les revenus suivants ont été transmis pour votre foyer :**


REMY GRIMONPONT

Plateforme	Revenu total brut
EURL GITES DE FRANCE SERVICES NORD SIREN 391198819	32556 EUR

**Important : contrairement aux autres types de revenus, ces revenus ne peuvent pas être pré-remplis** par l'administration car leur imposition dépend de l'activité concernée et du régime fiscal choisi (régime micro / régime réel).

Attention, les montants sont affichés dans la devise du pays concerné et ne sont donc pas toujours en euros. Pensez à faire la conversion avant de saisir ces montants sur votre déclaration.

Nos conseils pour bien déclarer ces revenus :

- Vérifiez si ces revenus sont imposables en consultant nos [fiches pratiques](#). Si c'est le cas, sélectionnez la catégorie de revenus concernés (revenus industriels et commerciaux, revenus non commerciaux, locations meublées...) dans la partie « Revenus » du présent écran et saisissez vos revenus dans la zone correspondante.
- Si vous avez besoin d'aide, contactez les services en cliquant sur le bouton  situé en haut à droite de votre écran.
- À tout moment, vous pouvez vous reporter à la rubrique « Revenus issus de l'économie collaborative », accessible à partir du menu situé à gauche de l'écran, pour afficher le détail des données transmises à l'administration fiscale (revenu total brut, commission...).
- Pensez également à déclarer les éventuels autres revenus imposables perçus en 2024 que les plateformes n'auraient pas encore transmis à l'administration fiscale.

**OK** ►

## L'AFFECTATION FISCALE DES REVENUS

Afin d'améliorer le suivi des revenus issus de l'économie collaborative (revenus industriels et commerciaux, revenus non commerciaux, locations meublées...), le tableau présenté aux usagers lors de la déclaration en ligne est enrichi d'une nouvelle colonne afin que, pour chaque ligne, l'usager indique la rubrique fiscale dans laquelle il compte déclarer le revenu correspondant. Cette évolution permettra d'identifier à des fins statistiques les affectations fiscales des sommes déclarées.

Désormais, les plateformes de l'économie collaborative transmettent à l'administration fiscale les revenus perçus par leurs utilisateurs.

GILLES SCHRUB				
Plateforme	Revenu total brut	Montant des commissions que vous avez payées *	Nombre de transactions réalisées (pour information)	Rubrique fiscale au sein de laquelle vous allez déclarer ces revenus
QARE FR SIREN 823634910	63016	11861	1130	-- Affectation fiscale -- ▾
OUICAR FR SIREN 752991703	6880	1039	65	Micro-entrepreneur - BIC ▾

**Vous devez obligatoirement faire un choix d'affectation fiscale afin de pouvoir valider cet écran**

(\*) Ce montant est déductible de votre bénéfice au titre des frais, uniquement si vous êtes au régime réel (voir ci-dessous)

Attention, les montants sont affichés dans la devise du pays concerné et ne sont donc pas toujours en euros. Pensez à faire la conversion avant de saisir ces montants sur votre déclaration.

Nos conseils pour bien déclarer ces revenus :

- Vérifiez si ces revenus sont imposables en consultant nos [fiches pratiques](#). Si c'est le cas, sélectionnez la catégorie de revenus concernés (revenus industriels et commerciaux, revenus non commerciaux, locations meublées...) dans la partie « Revenus » de l'écran de sélection des rubriques et saisissez vos revenus dans la zone correspondante.
- Si vous optez pour le **régime micro**, vous devez déclarer le **montant brut**, sans déduire l'éventuelle commission de la plateforme : un abattement forfaitaire pour frais sera automatiquement appliqué. En revanche, si vous êtes au **régime réel**, vous devez préalablement déposer votre déclaration de résultat en tant que professionnel (vous y calculerez votre bénéfice net, prenant en compte l'éventuelle commission de la plateforme : voir ci-dessus), puis reporter le bénéfice ainsi calculé dans votre déclaration de revenus en tant que particulier.

Afin de pouvoir valider cet écran vous devez obligatoirement faire un choix d'affectation fiscale dans le menu déroulant pour toutes les lignes du tableau.

[Imprimer](#) [Valider](#)



## **SERVICES À LA PERSONNE : BÉNÉFICIEZ DU SERVICE D'AVANCE IMMÉDIATE...**

### **BÉNÉFICIEZ DU SERVICE D'AVANCE IMMÉDIATE DE CRÉDIT D'IMPÔT**

---

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, les particuliers employant un salarié à domicile ne versent plus nécessairement la totalité du salaire à leur employé avant de pouvoir bénéficier du crédit d'impôt lors de leur déclaration de revenus l'année suivante (en déduction d'une avance de 60 % qui leur était versée au mois de janvier).

Grâce à l'avance immédiate de crédit d'impôt, celui-ci peut être immédiatement déduit des montants dus : **vous ne réglez que 50 % des sommes à payer** (salaires et charges sociales).

Les particuliers qui ont recours à des services à domicile peuvent bénéficier d'une avance immédiate de crédit d'impôt.

Ce service, proposé par l'Urssaf en collaboration avec la Direction générale des Finances publiques, permet aux ménages, dans la limite d'un plafond annuel de 12 000 € de dépenses (porté à 20 000 € en cas de personne au sein du foyer fiscal bénéficiaire d'une carte d'invalidité ou d'une carte mobilité inclusion mention invalidité), de bénéficier immédiatement du crédit d'impôt, afin d'éviter le décalage de plusieurs mois qui prévalait jusqu'à présent.

Le crédit d'impôt est alors automatiquement déduit de ce que vous versez à votre salarié(e).

**Ce service est gratuit et accessible par simple adhésion.**

Grâce à ce service, vous pouvez également visualiser le montant de crédit d'impôt consommé ainsi que celui encore disponible.

### **COMMENT BÉNÉFICIER DE CE SERVICE ?**

---

**Les particuliers employeurs** déclarant leur salarié via le service « Cesu + » peuvent bénéficier de ce service.

Vous devez préalablement souscrire au service « Cesu + » de l'Urssaf puis vous rendre sur la rubrique « Mon avantage fiscal » de votre espace.

Pour en savoir plus sur le fonctionnement et modalités d'accès au service, rendez-vous sur le site du Cesu.

**Les particuliers faisant appel à des organismes de services à la personne** (prestataire, mandataire ou plateforme) peuvent également bénéficier de l'avance immédiate.

Les organismes de services à la personne habilités proposent l'activation de l'avance immédiate à leurs clients. Celle-ci reste optionnelle et gratuite. Il revient à l'organisme de services à la personne de réaliser la démarche d'inscription pour les clients qui souhaiteront en bénéficier.

Pour en savoir plus sur le fonctionnement et les modalités d'accès du service pour les clients d'organisme de services à la personne, rendez-vous sur [Urssaf.fr](https://urssaf.fr) :

- [pour les clients d'organisme prestataire](#) ;
- [pour les clients de mandataire ou de plateforme de mise en relation](#).

## LA DÉCLARATION DE LA NATURE D'ACTIVITÉ

Afin de mieux évaluer les typologies de dépenses ouvrant droit à un crédit d'impôt au titre des services à la personne les usagers doivent depuis 2023, à la demande du Parlement, indiquer dans leur déclaration de revenus la nature de l'activité pour laquelle le bénéfice du crédit d'impôt est demandé, ainsi que le montant correspondant.

### Déclaration papier

Pour les usagers qui déclarent au format papier, l'annexe utile à la déclaration des réductions et crédits d'impôts (annexe « 2042 RIC1 ») est enrichie de rubriques correspondantes pour permettre aux usagers de préciser la nature des dépenses de service à la personne (SAP). Les usagers devront donc déposer deux déclarations : la déclaration de revenus principale (2042K) et l'annexe « 2042RIC1 ».

Il est précisé sur la déclaration principale 2042K que les montants de dépenses d'emploi à domicile ou de services à la personne globalisés en case 7DB doivent être détaillés par type de dépenses sur la 2042RIC1. La case 7DB restera préremplie des dépenses SAP connues de l'administration fiscale.

### Sur le formulaire 2042 : Déclaration de revenus

#### **Services à la personne, emploi à domicile**

Dépenses d'emploi à domicile *Si ce montant est inexact, corrigez case 7DB* ..... **7DB** .....

*Vous devez détailler en page 1 de la 2042 RIC1 le montant correspondant à chaque type de dépenses d'emploi à domicile*

En 2025, pour accompagner les usagers lors de leur déclaration d'impôt en ligne concernant 3 crédits d'impôt assortis d'un plafond spécifique, l'utilisateur sera informé du montant pris en compte.

Les dépenses concernées par ces plafonnements sont :

- les petits travaux de jardinage (dépenses limitées à 5 000 € par an et par foyer) ;
- les travaux de petit bricolage (dépenses limitées à 500 € par an et par foyer) ;
- l'assistance informatique et internet à domicile (dépenses limitées à 3 000 € par an et par foyer).

Dans le tableau permettant le détail des dépenses ouvrant droit à crédit d'impôt pour services à la personne, il a donc été ajoutée une nouvelle rubrique « Montant retenu en cas de plafonnement » à gauche de la colonne « Montant de la dépense ».

## Service à la personne : emploi à domicile

[Notice](#)

Service à la personne : emploi à domicile (7DB) et aides perçues (7DR)				
Identité des salariés ou de l'entreprise	Type de dépense	Montant de la dépense	Montant retenu en cas de plafonnement	Montant de l'aide perçue (APA, PCH, CESU préfinancé...)
SOCIÉTÉ JARDINAGE	Petits travaux de jardinage (dé v)	6000	5000	
SOCIÉTÉ BRICOLAGE	Travaux de petit bricolage (dé v)	1200	500	
NOUNOU	Accompagnement des enfants v	2800	2800	



Dans le menu déroulant "Type de dépense", les activités signalées par un astérisque (\*) doivent être comprises dans une offre globale de services à la personne.

Le montant de vos dépenses a été plafonné. Les dépenses pour lesquelles il existe un plafond sont les suivantes :

- Petits travaux de jardinage (plafond de 5000 € par an et par foyer)
- Travaux de bricolage (plafond de 500 € par an et par foyer)
- Assistance informatique et internet à domicile (plafond de 3000 € par an et par foyer).

TOTAL du montant qui sera reporté :

7DB 8300

7DR

[Ajouter une ligne](#)

[Annuler](#)

[Valider](#)

**À noter :** En 2026, les usagers devront également indiquer la nature de l'organisme de service à la personne<sup>6</sup>.

<sup>6</sup> Voir article 4 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025. Dans la mesure où cet article ne prévoit pas de date d'entrée en vigueur spécifique, la nouvelle obligation déclarative qu'il crée s'applique aux dépenses de services à la personne réalisées au titre de l'année 2025 pour le bénéfice du crédit d'impôt au titre de cette même année, qui seront à déclarer en 2026.

## Sur le formulaire 2042 RIC : Déclaration des réductions et crédits d'impôt

### Services à la personne, emploi à domicile

Si vous avez indiqué en case 7DB des dépenses d'emploi à domicile ou de services à la personne, vous devez indiquer ci-dessous le montant correspondant à chaque type de dépenses :

Garde d'enfants de moins de 3 ans et de moins de 18 ans handicapés à domicile .....	BDA	
Accompagnement des enfants de moins de 3 ans et de moins de 18 ans handicapés* .....	BDB	
Assistance et aide aux personnes âgées ou handicapées .....	BDC	
Conduite du véhicule personnel des personnes âgées, des personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques* .....	BDD	
Accompagnement des personnes âgées, des personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques* .....	BDE	
Entretien de la maison et travaux ménagers .....	BDF	
Petits travaux de jardinage (dépenses limitées à 5000€ par an et par foyer) .....	BDG	
Travaux de petit bricolage (dépenses limitées à 500€ par an et par foyer) .....	BDH	
Garde d'enfants de 3 ans et plus à domicile .....	BDI	
Accompagnement des enfants de 3 ans et plus* .....	BDJ	
Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile .....	BDK	
Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes .....	BDL	
Préparation de repas à domicile .....	BDM	
Livraison de repas à domicile* .....	BDN	
Collecte et livraison à domicile de linge repassé* .....	BDO	
Livraison de courses à domicile* .....	BDP	
Assistance informatique et internet à domicile (dépenses limitées à 3 000€ par an et par foyer) .....	BDQ	
Soins et promenades d'animaux de compagnie pour les personnes dépendantes .....	BDR	
Maintenance, entretien et vigilance temporaires à domicile .....	BDS	
Assistance administrative à domicile .....	BDT	
Téléassistance et visio assistance .....	BDU	
Interprète en langue des signes .....	BDV	
Conduite du véhicule des personnes en cas d'invalidité temporaire* .....	BDW	
Accompagnement des personnes présentant une invalidité temporaire* .....	BDX	
Assistance aux personnes ayant besoin d'une aide temporaire à leur domicile .....	BDY	
Coordination et délivrance des services à la personne .....	BDZ	
Accueil familial .....	BEA	

\* Cette activité doit être comprise dans une offre globale de services à la personne

## Parcours en ligne

Lors de son parcours déclaratif en ligne, l'utilisateur devra sélectionner parmi les 27 typologies de dépenses qui lui sont proposées dans le menu déroulant, celles qui le concernent et en préciser le détail (montant et bénéficiaire).

### Services à la personne : emploi à domicile

- Dépenses d'emploi à domicile	7DB	
- Aides perçues pour l'emploi à domicile (APA, PCH, CESA préfinancé ...)	7DR	
- Avance immédiate de crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile en 2023	7HB	

Pour les revenus 2024, la déclaration en ligne permet à l'utilisateur de visualiser le plafond appliqué pour les 3 types de dépenses assorties de plafonds spécifiques :

- Petits travaux de jardinage (dépenses limitées à 5 000 € par an et par foyer)
- Travaux de petit bricolage (dépenses limitées à 500 € par an et par foyer)
- Assistance informatique et internet à domicile (dépenses limitées à 3 000 € par an et par foyer)

Il a donc été ajouté une nouvelle rubrique « Montant retenu en cas de plafonnement » à gauche de la colonne « Montant de la dépense ».



## Service à la personne : emploi à domicile

[Notice](#)

### Service à la personne : emploi à domicile (7DB) et aides perçues (7DR)

Identité des salariés ou de l'entreprise	Type de dépense	Montant de la dépense	Montant retenu en cas de plafonnement	Montant de l'aide perçue (APA, PCH, CESU préfinancé...)	
<input type="text" value="SOCIÉTÉ JARDINAGE"/>	Petits travaux de jardinage (déj ▼)	<input type="text" value="6000"/>	<input type="text" value="5000"/>	<input type="text"/>	
<input type="text" value="SOCIÉTÉ BRICOLAGE"/>	Travaux de petit bricolage (déj ▼)	<input type="text" value="1200"/>	<input type="text" value="500"/>	<input type="text"/>	
<input type="text" value="NOUNOU"/>	Accompagnement des enfants ▼	<input type="text" value="2800"/>	<input type="text" value="2800"/>	<input type="text"/>	

Dans le menu déroulant "Type de dépense", les activités signalées par un astérisque (\*) doivent être comprises dans une offre globale de services à la personne.

Le montant de vos dépenses a été plafonné. Les dépenses pour lesquelles il existe un plafond sont les suivantes :

- Petits travaux de jardinage (plafond de 5000 € par an et par foyer)
- Travaux de bricolage (plafond de 500 € par an et par foyer)
- Assistance informatique et internet à domicile (plafond de 3000 € par an et par foyer).

TOTAL du montant qui sera reporté :

7DB

7DR

[Ajouter une ligne](#)

[Annuler](#)

[Valider ▶](#)





## **IMPOTS.GOUV.FR : VOTRE SÉCURITÉ, NOTRE PRIORITÉ**

La Direction générale des Finances publiques est particulièrement vigilante quant à la sécurisation des applications qu'elle met à disposition des usagers. Celles-ci font l'objet d'adaptations régulières pour prévenir les pratiques malveillantes susceptibles d'en menacer l'intégrité.

Plusieurs initiatives ont ainsi été prises pour garantir la sécurité de l'espace particulier du site *impots.gouv.fr*, en particulier s'agissant des mots de passe :

- augmentation du nombre de caractères autorisés ;
- utilisation possible de caractères spéciaux ;
- facilitation et encouragement au recours à des gestionnaires de mots de passe ;
- interdiction des mots de passe triviaux ou comportant certains éléments de l'identité d'un usager (prénom, nom, date de naissance...).

Toute modification réalisée depuis l'espace particulier (qu'il s'agisse du mot de passe, du numéro de téléphone portable ou encore de l'adresse électronique) est suivie d'un courriel d'information à l'utilisateur. Un SMS de confirmation est aussi adressé à l'utilisateur tant sur l'ancien numéro de portable validé que sur le nouveau.

Enfin, et sous réserve que l'utilisateur ait bien communiqué son numéro de portable, les opérations sensibles (communication du numéro fiscal par courriel, renouvellement du mot de passe ou changement du RIB) requièrent désormais la saisie d'un code temporaire (dit « OTP »), adressé par SMS.

C'est vraiment votre intérêt de nous communiquer votre numéro de téléphone portable, afin de nous permettre de renforcer la sécurité de l'accès à votre espace particulier et à vos données fiscales. En aucun cas la DGFIP ne communiquera votre numéro de téléphone portable à des tiers, ou ne l'utilisera pour vous adresser des communications à d'autres fins que fiscales.

Si la procédure par SMS ne peut aboutir, le code sera envoyé à votre adresse courriel.

### **Nouveau à compter de l'été 2025 !**

La DGFIP va mettre en place une double authentification pour sécuriser encore plus l'accès à l'espace particulier.

Cette double authentification consistera en l'envoi d'un code de sécurité par courriel à l'issue de la saisie du numéro fiscal et du mot de passe associé. Il ne reste plus à l'utilisateur qu'à renseigner le code de sécurité sur l'écran d'authentification pour pouvoir accéder à son compte fiscal.

Le code de sécurité est à usage unique et peut être redemandé s'il n'est pas arrivé dans la messagerie de l'utilisateur.

Le dispositif a été testé en conditions réelles, depuis le mois de septembre 2024, auprès des usagers des départements de l'Eure-et-Loir et du Pas-de-Calais (environ 1,3 millions d'usagers). Cette expérimentation a permis de valider le bon fonctionnement de la solution déployée, et la bonne appropriation du dispositif par les usagers.

**Afin de renforcer la sécurité de l'accès à votre espace personnel**, la DGFIP vous invite :

- **à vérifier bien que votre adresse électronique est valide et bien à jour !**
- **à renforcer la sécurité de votre mot de passe de messagerie personnelle** (voir conseils ci-dessus) ;
- **à nous communiquer votre numéro de téléphone portable** si ce n'est déjà fait, ce qui nous permettra de vous adresser par SMS des informations, demandes de confirmation ou des mots de passe en cas d'intervention dans votre espace personnel.

Retrouvez tous les informations utiles et les conseils sur : <https://www.impots.gouv.fr/securite-informatique-soyez-vigilants>

## ***DROIT À L'ERREUR ET LUTTE CONTRE LA FRAUDE...***

### ***... LES DEUX PILIERS DE LA RELATION DE CONFIANCE AVEC NOS USAGERS***

#### **DROIT À L'ERREUR**

---

**Vous vous êtes trompé ?**

**Vous avez oublié de porter une catégorie de revenus ? Une dépense ouvrant droit à crédit d'impôt ?**

**Vous pouvez corriger votre déclaration, et c'est encore plus facile en ligne !**

Quand vous déclarez vos revenus en ligne, vous pouvez corriger votre déclaration autant de fois que vous le souhaitez jusqu'à la date limite de dépôt de votre département (voir calendrier de la déclaration en ligne). Et une fois reçu votre avis d'imposition, vous bénéficiez sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) d'un service « Corriger ma déclaration en ligne » ouvert de début août à mi-décembre.

**Attention : aucune pénalité n'est appliquée lorsque vous avez déposé votre déclaration initiale dans les délais mais des intérêts de retard à taux réduit pourront être appliqués sur les sommes non déclarées dans les délais.**

#### **LUTTE CONTRE LA FRAUDE**

---

La contrepartie du droit à l'erreur c'est une vigilance renforcée en matière de lutte contre toutes les fraudes, fiscales, sociales et douanières, qui a fait l'objet d'un plan gouvernemental en 2023 qui donne déjà d'excellents résultats. En 2024, ce plan a donné lieu à 16,7 Md€ de redressements prononcés.

**Déclarer des dépenses fictives ou erronées à l'administration fiscale pour obtenir un crédit d'impôt ou permettre à un tiers de le faire à votre place est un délit qui vous expose à des poursuites pénales pour escroquerie ou fausse déclaration (articles 313-1 ou 441-6 du code pénal).**

#### **Un nouvel outil de lutte contre la fraude en 2025**

Une nouvelle procédure est introduite par la loi de finances pour 2025. Elle autorise désormais l'administration fiscale, en présence d'indices de nature à faire naître un doute quant à la réalité des dépenses déclarées ouvrant droit à un crédit d'impôt ou à des prélèvements à la source, à demander au contribuable de les justifier dans un délai de 30 jours. À défaut de réponse, ou en cas de réponse insuffisante, ces dépenses ou ces prélèvements à la source ne seront pas pris en compte dans la déclaration, pour éviter des restitutions indues.

Les offres de service circulant sur les réseaux sociaux et promettant des versements d'argent de la part de l'administration fiscale sans contrepartie dans le cadre de « plans impôts » ou autres offres équivalentes sont le fait de personnes malveillantes.

**N'y souscrivez pas et ne communiquez jamais votre numéro fiscal et vos mots de passe.**

**En cas d'identification d'une fraude déclarative, en complément de la non prise en compte des informations frauduleuses déclarées, les services fiscaux auront la possibilité d'appliquer, en complément une sanction égale à 10 % de la restitution frauduleuse.**

### L'incitation à la fraude fiscale est un délit :

Parallèlement, un délit spécifique d'incitation à la fraude fiscale a été créé par la loi de finances 2024 pour punir la mise à disposition de schémas de fraude. Il doit permettre, indépendamment de tout contrôle fiscal ou de toutes poursuites à l'encontre des personnes ayant réellement commis la fraude et de leurs complices, de réprimer la mise en ligne, sur internet et les réseaux sociaux, de véritables « kits de fraude » et de sanctionner les personnes qui commercialisent des outils juridiques et financiers destinés à dissimuler des revenus ou patrimoine (article 1744 du code général des impôts).

### Chiffres sur la fraude évitée

Grâce aux actions coordonnées de tous les services locaux, **environ 46 000 déclarations ont pu être corrigées** en 2024, représentant un enjeu financier global de **151 millions d'euros, dont 17 millions corrigés à l'avantage des usagers** (contre respectivement 186 M€ et 4 M€ en 2023). Cela représente **5 000 déclarations corrigées de plus par rapport à 2023 (+12 %)**.

## QUELLES AUTRES DÉMARCHES POUVEZ-VOUS RÉALISER EN LIGNE ?

Le site *impots.gouv.fr* vous propose de nombreux services pour faciliter vos démarches sans avoir à vous déplacer.

### DEPUIS LA PAGE D'ACCUEIL PARTICULIER D'*IMPOTS.GOUV.FR* (SANS AUTHENTIFICATION)

#### Calculez votre impôt

Un simulateur de calcul de l'impôt sur le revenu est disponible sur *impots.gouv.fr*. Il est mis à jour chaque année pour tenir compte des nouvelles mesures apportées par les lois de finances de l'année. Il est accessible dans la rubrique Particuliers > Simulez vos impôts.

Vous y trouverez également un simulateur des frais kilométriques qui peut vous être utile si vous choisissez de déclarer vos frais réels.

Un simulateur de calcul de l'IFI (impôt sur la fortune immobilière) est également disponible dans cette même rubrique.

#### Téléchargez les formulaires de déclaration

Vous pouvez télécharger l'ensemble des formulaires fiscaux : un moteur de recherche vous permet de les retrouver par numéro de formulaire ou par impôt.

The screenshot shows the top section of the *impots.gouv.fr* website. On the left, there is the French Republic logo with the text 'LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ' and the URL 'impots.gouv.fr'. In the center, there is a navigation bar with links: 'Accueil', 'Particulier', 'Professionnel', 'Partenaire', 'Collectivité', 'International', and 'English'. On the right, there are three buttons: 'Votre espace particulier' (blue), 'Votre espace professionnel' (red), and 'Contact et RDV' (grey). Below the navigation bar, there is a search bar with the placeholder text 'ex. : Payer en ligne, taxe d'habitation, formulaire déclaration de revenus...' and a magnifying glass icon.

## Prenez rendez-vous avec votre service

Votre centre des Finances publiques vous offre la possibilité de prendre rendez-vous en ligne pour être reçu au guichet ou rappelé par téléphone. Pour cela, accédez à la rubrique Contact et RDV sur la page d'accueil du site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), puis précisez votre demande pour trouver le service compétent et cliquez sur « Prendre rendez-vous ». Simple et pratique, ce service vous permet d'éviter les files d'attente et parfois même d'éviter de vous déplacer. Depuis cette année, ce service est accessible via l'appli *Impots.gouv* à partir de votre smartphone (voir fiche 9 bis).

## Trouvez le point d'accueil de proximité le plus proche de votre domicile

Pour venir dans nos services, payer chez un buraliste, être accompagné dans vos démarches (papier ou en ligne) dans une structure France Services, etc.

## Vérifiez un avis d'impôt sur le revenu

Ce service permet aux tiers auxquels un avis d'impôt a été fourni de vérifier l'authenticité de celui-ci. Pour ce faire, il suffit au tiers concerné de saisir le numéro fiscal et la référence de l'avis. Si ces identifiants sont corrects, le service affiche certains éléments de l'avis, par exemple le revenu imposable ou le revenu fiscal de référence. Si ces éléments correspondent à ceux contenus dans l'avis à vérifier, cela signifie que les données de l'avis sont authentiques. Si un avis plus récent est connu de l'administration, le service signale son existence (sans en afficher le contenu).

Le service « Vérifier un avis d'impôt » est accessible depuis la page d'accueil d'*impots.gouv.fr*, rubrique « Vérifier un avis d'impôt ». Il est également accessible directement en saisissant « [impots.gouv.fr/verifavis](https://impots.gouv.fr/verifavis) ».

Un code 2D-DOC est également présent en haut de la 1<sup>re</sup> page des avis d'impôt sur le revenu. Les données restituées, suite à la lecture du code 2D-DOC par l'application scannant ce code, sont les suivantes :

- le type de document : avis d'impôt sur le revenu ;
- l'année des revenus taxés ;
- la date de mise en recouvrement ;
- la référence de l'avis ;
- les nom, prénom et numéro fiscal des déclarants 1et 2 ;
- le revenu fiscal de référence ;
- le nombre de parts ;
- le montant de l'impôt sur le revenu net ;
- le montant des prélèvements sociaux ;
- le montant des retenues à la sources opérées par les collecteurs ;
- l'adresse d'envoi de l'avis d'imposition.

Ce code 2D-DOC permet en comparant les informations restituées avec celles figurant sur l'avis de s'assurer de l'intégrité de l'avis présenté.

Ce service est complémentaire au service en ligne de vérification des avis « Verif Avis », qui permet de confirmer que l'avis présenté est bien le dernier avis émis par l'administration fiscale.

## **DANS VOTRE ESPACE PARTICULIER SÉCURISÉ**

---

### Utilisez vos services en ligne

Vous disposez de nombreux services en ligne vous permettant de gérer votre dossier fiscal, notamment :

- consulter et télécharger vos documents fiscaux (déclarations et avis d'impôt sur le revenu, de taxes foncières, de taxes d'habitation...);
- gérer votre prélèvement à la source (signaler une variation de revenus, un changement de situation de famille, indiquer ou mettre à jour ses coordonnées bancaires...);
- déclarer vos revenus et corriger votre déclaration ;
- payer vos avis d'impôt en ligne ;
- gérer votre profil (adresse mél, numéro de téléphone, mot de passe...);
- prendre rendez-vous avec votre service (c'est très simple, vos coordonnées sont préremplies comme vous êtes identifié) ;
- rechercher des transactions immobilières : ce service est une aide à l'estimation des biens immobiliers dans le cadre d'une déclaration d'IFI ou de succession, d'un acte de donation ou d'une procédure de contrôle fiscal ou d'expropriation, d'une demande d'aide personnalisée au logement (APL) ou bien encore d'un projet d'acquisition ou de vente d'un bien immobilier.

Enfin, les propriétaires (personnes physiques et personnes morales) peuvent consulter via le nouvel onglet « Mes biens immobiliers » de leur espace sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) les caractéristiques de leur(s) bien(s) immobilier(s), et prendre contact avec la DGFIP via la messagerie sécurisée pour toute question et mise à jour de la situation de leur(s) bien(s).

Ils peuvent également y effectuer leurs déclarations foncières et d'urbanisme et déclarer en ligne l'occupation de leurs logements d'habitation (voir fiches 12 et 13).

### Adressez toutes vos demandes grâce à votre messagerie sécurisée

Pour la gestion de votre situation individuelle, vous pouvez effectuer en ligne un certain nombre de démarches courantes à partir de la messagerie sécurisée de votre espace particulier :

- faire une réclamation ou signaler une erreur ;
- demander un délai de paiement ;
- demander un justificatif de paiement ;
- poser une question sur votre situation fiscale personnelle.

Vous pouvez suivre en ligne l'état d'avancement de l'ensemble de vos démarches.

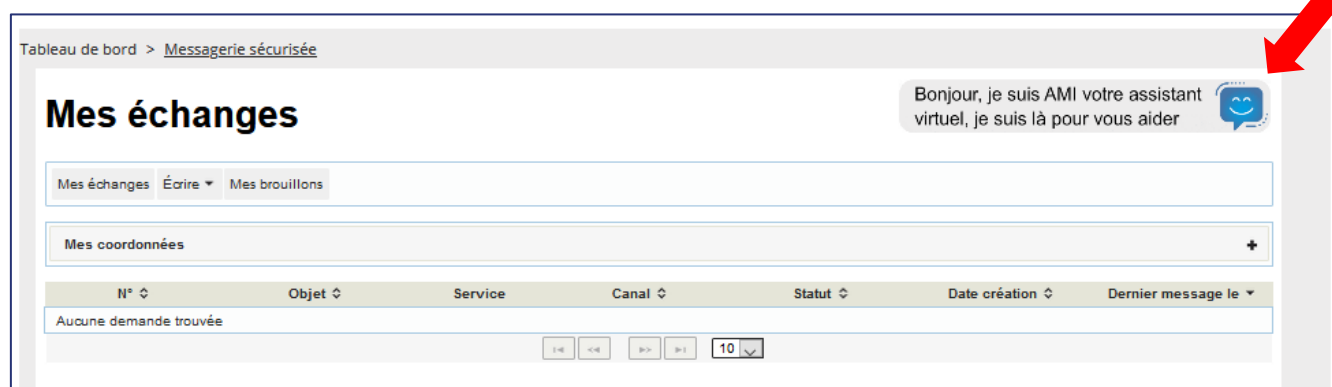


## Pour une assistance immédiate : AMI (Assistant de la messagerie sécurisée des impôts) l'assistant virtuel vous guide et répond à vos questions simples

La DGFIP a développé un assistant virtuel de type CHATBOT, il se prénomme AMI (acronyme de : Assistant de la Messagerie des Impôts) et son identité visuelle est la suivante :



Il est positionné en haut à droite sur l'écran d'accueil de la messagerie sécurisée :



Vous pouvez poser directement votre question dans la zone de saisie de l'assistant, ou choisir parmi les propositions qui vous sont faites, et qui balayent la majorité des thèmes importants vous concernant.

AMI répond ainsi à de très nombreuses questions fréquentes qui ne nécessitent pas de personnalisation. S'il n'a pas la réponse, il vous oriente vers le formulaire adéquat de la messagerie sécurisée ou vers le service qui peut vous répondre.

Par ailleurs, il vous permet également d'accéder en 1 clic à vos documents fiscaux.

## ACCÉDEZ AUX AUTRES SITES EN LIEN DIRECT AVEC LA DGFIP

Un accès direct aux sites intéressant les particuliers est proposé dès la page d'accueil d'impots.gouv.fr :

- **[timbres.impots.gouv.fr](https://timbres.impots.gouv.fr)** : vous pouvez y acheter un timbre fiscal électronique (passeport, carte nationale d'identité, permis bateau, titre pour étranger) ;
- **[amendes.gouv.fr](https://amendes.gouv.fr)** : ce site permet de payer ses amendes en ligne. L'application « Amendes.gouv.fr. » permet de les payer à partir d'un smartphone ;
- **[stationnement.gouv.fr](https://stationnement.gouv.fr)** : le site qui permet de régler en ligne tout avis de paiement de forfait de post-stationnement (autrefois amendes de stationnement) ;
- **[cadastre.gouv.fr](https://cadastre.gouv.fr)** : ce service permet de rechercher, consulter et commander des feuilles de plan cadastral ;
- **[immobilier-etat.gouv.fr](https://immobilier-etat.gouv.fr)** : le site de l'immobilier de l'État recense toutes les ventes réalisées par la direction de l'immobilier de l'État (DIE). L'ensemble de ces ventes est accessible à tous, selon les modalités précisées pour chacune des offres. Il recense également l'ensemble des ventes mobilières et des dons mobiliers.

## L'accueil téléphonique des personnes sourdes et malentendantes à la Direction générale des Finances publiques

Afin d'accueillir dans les meilleures conditions les usagers en situation de handicap auditif qui contactent notre numéro national - le **0 809 401 401** - nous avons recours à la plateforme Acceo. L'utilisation de cette plateforme fait partie des différentes actions menées en faveur des personnes en situation de handicap, que ce soit en matière d'accueil téléphonique ou en matière de formation et de sensibilisation de nos agents.

L'accès au service se fait par le téléchargement de l'application sur smartphone, ordinateur ou tablette. Un lien vers l'application est disponible depuis notre page d'accueil sur *impots.gouv.fr*.

**Accessibilité**

L'accueil  
téléphonique des  
personnes sourdes  
et malentendantes  
à la DGFIP.


0 809 401 401 et Acceo



Pour plus d'information sur les 3 modes de communication proposés, rendez-vous sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) > QUALITÉ DE SERVICE > Sourds et malentendants – Accéo

## CONSULTEZ LES ERREURS LES PLUS FRÉQUENTES

Afin de prévenir les erreurs ou omissions dans votre déclaration de revenus, vous pouvez consulter la liste des erreurs les plus fréquentes et les explications pour les éviter.

En cliquant sur l'icône  une fenêtre affiche les informations utiles pour éviter les erreurs.

Cette liste, régulièrement mise à jour, est disponible sur le site Services Publics + à l'adresse [www.plus.transformation.gouv.fr](http://www.plus.transformation.gouv.fr), dans la rubrique *J'ai droit à l'erreur > conseils pour éviter les erreurs les plus fréquentes > [je déclare/je paie mes impôts](#)*.

De plus, lorsque vous déclarez depuis votre espace particulier sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr), ces erreurs sont signalées dans les rubriques de la déclaration concernées.

### Liste des erreurs les plus fréquentes :

- J'emploie un salarié à domicile, je suis bénéficiaire d'une aide personnalisée d'autonomie ou d'une prestation de compensation du handicap et je ne complète pas correctement ma déclaration de revenus.
- Mon enfant est devenu majeur et j'oublie de le rattacher à ma déclaration de revenus.
- J'ai perçu de l'avance immédiate de crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile et je ne sais pas compléter ma déclaration de revenus.
- Je ne choisis pas d'imposer mes revenus de capitaux mobiliers (RCM) et plus-values mobilières (PVM) au barème, alors que cette option est plus avantageuse pour moi.
- Je ne remplis pas correctement le mode de paiement des impôts dus sur ma déclaration de don d'argent.
- Je confonds le régime des dons manuels et celui des dons familiaux exonérés sur ma déclaration de dons d'argent.
- Je n'ai pas déclaré la réalisation d'une construction nouvelle dans les délais.
- Je suis assistant(e) maternel(e) ou assistant(e) familial(e) ou journaliste et je ne déclare pas correctement mes revenus.
- Je ne déclare pas correctement mes revenus perçus en tant que gérant ou mes droits d'auteur.
- Je déclare à tort des charges non déductibles.

- Je ne déclare pas correctement mes dons aux associations.
- J'oublie de déclarer les revenus de mes enfants à charge.
- Je ne déclare pas correctement des cotisations d'épargne retraite.
- Je ne déclare pas correctement des dépenses liées à la perte d'autonomie.
- Je ne déclare pas correctement mes revenus fonciers.
- J'oublie de cocher la case « parent isolé » dans ma déclaration de revenus.
- J'oublie de déclarer que mes enfants à charge poursuivent leurs études.
- Je suis divorcé(e) ou séparé(e) et je ne déclare pas correctement les enfants qui sont à ma charge.
- Je me trompe sur le montant des frais de garde de mes jeunes enfants.
- Je ne déclare pas correctement une pension alimentaire.

## **DÉCLARATION D'OCCUPATION DES LOGEMENTS**

### **LA SITUATION D'OCCUPATION DE VOTRE BIEN IMMOBILIER A ÉVOLUÉ EN 2024 ? VOS LOCATAIRES ONT CHANGÉ ? VOUS AVEZ ACHETÉ UN BIEN ? PENSEZ À NOUS LE DÉCLARER VIA LE SERVICE EN LIGNE « GÉRER MES BIENS IMMOBILIERS »**

Le service en ligne « Gérer mes biens immobiliers » vous permet de déclarer la situation d'occupation de vos biens à usage d'habitation.

Depuis 2023, la taxe d'habitation est supprimée pour toutes les résidences principales et tous les contribuables. Cependant, **elle reste applicable aux autres locaux, notamment les résidences secondaires et les logements vacants**. Pour pouvoir émettre correctement ces taxes, l'administration doit connaître précisément les résidences secondaires et les locaux vacants, dont la situation est susceptible d'évoluer chaque année (achats, ventes, déménagements, locations, etc.).

**Seuls les propriétaires (personnes physiques et personnes morales) détiennent ces informations et sont en mesure de les communiquer à l'administration.**

Depuis 2023, pour chacun de ses locaux, le propriétaire doit ainsi indiquer à quel titre il l'occupe (résidence principale, secondaire ou local vacant) et, quand il ne l'occupe pas lui-même, l'identité des occupants et la période d'occupation. Les locaux annexes (parking, cave, garage, piscine...) doivent être déclarés avec le logement dont ils dépendent.

**La déclaration d'occupation est obligatoire et doit être effectuée en cas de changement de situation. Elle s'effectue au fil de l'eau et au plus tard le 30 juin de l'année suivant le changement.**

Pour faciliter cette démarche déclarative, les données d'occupation connues de l'administration sont pré-affichées.

**Cette déclaration en cas de changement de situation est indispensable pour assurer la bonne identification des taxes d'habitation ou sur les locaux vacants qui subsistent, et éviter l'envoi d'avis de taxe d'habitation sur les résidences secondaires ou les locaux vacants à des personnes qui ne seraient pas redevables. Ces dernières devraient alors effectuer des démarches auprès de l'administration fiscale pour régulariser leur situation.**

**Attention : la loi prévoit une sanction de 150 € par local en cas de défaillance ou erreur déclarative du propriétaire.** Si l'administration a fait jusqu'à présent preuve de bienveillance et de compréhension vis-à-vis des usagers de bonne foi, comme pour toute nouvelle réforme d'envergure, cette sanction sera désormais appliquée par l'administration, avec une attention particulière prêtée aux propriétaires de plus de 200 biens qui resteraient défaillants déclaratifs. Les propriétaires doivent donc régulariser au plus vite leur situation.

## VOUS SOUHAITEZ DÉLÉGUER À UN TIERS LA MISE À JOUR DES CHANGEMENTS DE SITUATION DE VOS LOGEMENTS ? NOUVEAU

---

Les propriétaires de plus de 25 biens devraient avoir dès cette année la possibilité de déléguer à des tiers la mise à jour des situations d'occupation de tout ou partie du périmètre de leurs logements.

Le délégant aura accès à cette nouvelle démarche dans son espace « Biens immobiliers » accessible sur le site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr). Après avoir téléchargé le fichier de ses biens à partir de la nouvelle rubrique « Déléguer », il devra indiquer, pour chaque local, l'identifiant de la personne (numéro Siren ou SPI) à qui il souhaite déléguer la démarche.

Le délégataire pourra aussi bien être une personne morale que physique. Celui-ci aura ensuite accès, dans son propre espace, à la liste des logements dont il aura obtenu la délégation pour lui permettre d'effectuer la mise à jour de la situation d'occupation.

Le propriétaire restera responsable de la déclaration même si une délégation est accordée.

## VOUS N'AVEZ PAS ACCÈS À INTERNET OU AVEZ BESOIN D'ASSISTANCE POUR EFFECTUER VOTRE DÉCLARATION ?

---

Nos agents sont à votre disposition au **0 809 401 401** (service gratuit + prix d'un appel), du lundi au vendredi de 8h30 à 19h. Vous pouvez également accéder à un ordinateur en libre-service et bénéficier d'un accompagnement personnalisé dans votre service des impôts des particuliers ou dans l'espace France services le plus proche de chez vous.

Un **formulaire papier est également disponible** pour ceux qui n'ont pas accès à internet. Il est à télécharger sur le site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr). (saisir le numéro du formulaire « 1208 » dans la barre de recherche). Vous pouvez également vous rendre dans votre service des impôts où un agent d'accueil vous accompagnera dans cette démarche.

## VOUS ÊTES LOCATAIRE D'UNE RÉSIDENCE SECONDAIRE ? NOUVEAU

---

Afin de fiabiliser les impositions au titre de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, les personnes qui **louent ou disposent d'une résidence secondaire dont ils ne sont pas propriétaires** doivent désormais la déclarer dans leur déclaration des revenus en ligne (seuls les propriétaires ayant accès au service « Gérer mes biens immobiliers »).

Il s'agit notamment des locataires en situation de double résidence pour des raisons professionnelles ou familiales, ainsi que des associés de sociétés civiles immobilières (SCI).

À compter de la campagne déclarative 2025, cette nouvelle déclaration est intégrée dans la déclaration de revenus en ligne. Cette mesure ne concernera pas les déclarants au format « papier ».

Un nouveau cadre intitulé « Location d'une résidence secondaire » est créé dans la déclaration en ligne, agrémenté de deux boutons radio pour indiquer si vous louez un autre logement que votre résidence principale.

**CHANGEMENT D'ADRESSE :**  
☐ Cette adresse n'est pas mon adresse au 1<sup>er</sup> janvier 2025 (car j'ai déménagé en 2024)  
☐ J'ai déménagé en 2025

Nouvelle déclaration. ?  
**Location d'une résidence secondaire**

**Vous devez effectuer une déclaration de location de résidence secondaire dans les cas suivants (article 1418 du code général des impôts) :**

- vous (et/ou votre conjoint) **louez ou disposez** (d')une résidence secondaire dont vous n'êtes pas propriétaire(s), pour des raisons professionnelles ou personnelles
- vous êtes associé d'une société civile immobilière (SCI) et votre SCI vous loue ou vous met à disposition tout ou partie de l'année une résidence secondaire, à titre onéreux ou gratuitement.

**Les locations de vacances (saisonnières) ne doivent pas être déclarées.**

Si vous êtes dans l'une de ces situations, au 1<sup>er</sup> janvier 2025, vous devez le déclarer et préciser les éléments d'identification des locaux et l'identité des propriétaires en cochant « Oui ». À défaut, cochez « Non ».

☒ Oui
 ☐ Non

Résidence secondaire n°1

Saisir l'adresse

Si vous cochez la case « oui », le système vous invite à compléter l'adresse complète (jusqu'à 10 résidences secondaires) et le nom du propriétaire ou la raison sociale de l'organisme bailleur.

## VOUS RÉSIDEZ À L'ÉTRANGER ET VOUS POSSÉDEZ UN BIEN EN FRANCE ?

Vous pouvez effectuer toutes vos démarches en vous connectant à votre espace particulier sur le site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr). En cas de difficultés, votre messagerie sécurisée vous permet de prendre contact avec votre centre des finances publiques et ainsi d'obtenir des réponses à toutes vos questions.

Si vous ne possédez pas encore d'espace particulier alors il est nécessaire d'en créer un pour accéder à votre déclaration d'occupation. Vous devez vous rendre sur le site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) puis cliquer sur le bouton « Votre espace particulier » situé en haut à droite. Vous devrez ensuite suivre le cheminement jusqu'à accéder au formulaire des non-résidents pour la création de votre espace particulier. Le formulaire sera ensuite transmis directement à la direction des Impôts des Non-Résidents (DINR) pour traitement. En cas de difficultés, les agents de la DINR sont joignables au 01 72 95 20 42.

**Attention, la DINR n'est habilitée à répondre qu'aux sollicitations des usagers résidents à l'étranger, si vous n'êtes pas dans cette situation, vous pouvez appeler le 0 809 401 401.**

Si vous faites partie de ceux qui n'ont pas encore rempli leur déclaration d'occupation ou si la situation d'occupation de vos biens a changé depuis votre précédente démarche...

Profitez de votre déclaration de revenus en ligne dans votre espace sécurisé pour effectuer cette démarche obligatoire prévue par la loi.

**GOUVERNEMENT**  
Liberté  
Égalité  
Fraternité



UN PASSIONNÉ D'OPÉRA ?  
UN CHEF PÂTISSIER ?  
OU VOUS, TOUT SIMPLEMENT ?

**PROPRIÉTAIRES,  
L'IMPORTANT  
C'EST DE NOUS DIRE  
QUI OCCUPE  
VOTRE LOGEMENT**

**L'IMPÔT S'ADAPTE  
À VOTRE VIE**

Déménagement, nouveau locataire,  
logement vide ou occupé gratuitement  
par un ami... Dites-le nous !

Pour éviter les erreurs d'imposition, vous devez  
indiquer qui habite dans chacun de vos biens immobiliers.  
Mettez à jour vos informations sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)

Vous avez des questions ? Nos agents vous accompagnent.

0 809 401 401 Service gratuit  
+ prix appel

**France  
services**

**F**  
FINANCES PUBLIQUES



# À QUOI SERVENT MES IMPÔTS ?

**LES IMPÔTS, À QUOI ÇA SERT ?**

**D'OU VIENNENT-ILS ET QUI EN PAIE ?**

**QUELLES DÉPENSES PERMETTENT-ILS DE FINANCER ?**

**QUELLE EST LA DIFFÉRENCE ENTRE UN IMPÔT ET UNE COTISATION ?**

Pour vous aider à y voir plus clair, découvrez le site « À quoi servent mes impôts ? », qui décrypte le fonctionnement de l'impôt en France et le système de redistribution associé.

Dans un environnement interactif et ludique, vous y retrouverez des informations sur la façon dont sont utilisés vos impôts, le rôle de l'impôt pour financer les services publics ainsi qu'un vrai-faux pour lutter contre les idées reçues.

Pour en savoir plus : <https://www.economie.gouv.fr/aqsmi>

**À quoi servent mes impôts ?**  
Les impôts, à quoi ça sert ? D'où viennent-ils et qui en paie ? Quelles dépenses permettent-ils de financer ? Quelle est la différence entre un impôt et une cotisation ? Pour vous aider à y voir plus clair, ce site décrypte le fonctionnement de l'impôt en France et le système de redistribution associé.

**Comment sont utilisés mes impôts ?**  
Enseignement, sécurité, logement, justice, transports, culture, etc. Nous bénéficions au quotidien de nombreux services publics, parfois sans nous en rendre compte. Découvrez leurs coûts réels grâce à de nombreux exemples concrets.

**Les impôts, de quoi parle-t-on ?**  
Qu'est-ce qu'un impôt ? Qui paie des impôts ? Quand paie-t-on des impôts ? On vous explique tout, de manière simple, sur l'impôt !

**TVA, impôt sur le revenu, cotisation, taxe... Quelle différence ?**  
Il existe différents types d'impôts en France. Certains sont payés par les particuliers, d'autres par les entreprises. Mais combien représentent-ils ? Et qui prélève entre l'État et les collectivités locales ? On vous éclaire.

**Les impôts pour favoriser la réduction des inégalités**  
Au fil de son histoire, la France a fait le choix d'un système solidaire de redistribution des richesses pour une meilleure équité entre les citoyens. Mais savez-vous comment cela fonctionne ? On vous explique tout !

**Vrai ou faux ?**  
Les idées reçues sur l'impôt et la fiscalité sont nombreuses. On vous propose d'y faire face à travers une série de questions. Alors vrai ou faux ? Faites le test !



Contacts presse : [aline.royer@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:aline.royer@dgfip.finances.gouv.fr) – [clement.carrue@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:clement.carrue@dgfip.finances.gouv.fr)

